el-oumami

l'internationaliste - الأممي

organe du parti communiste international

- prolétaires de tous les pays - unissez vous !

PRIX EN FRANCE : 2 F * MAROC : 2 DH - ALGERIE : 2 DA - TUNISIE : 200 Mils

JUILLET-SEPTEMBRE 1979 - N° 5

Non au contrôle de l'immigration !

Pour une riposte de classe contre les expulsions !

Avec les projets de loi (Bonnet, Stoléru) qui ont été discutés au Parlement, le contrôle de l'immigration, les expulsions, les refoulements n'auront plus rien d'arbitraire (ce qui scandalisait tous les moralistes et humanistes); ils seront légalisés. Ils l'étaient déjà en partie grâce à une panoplie de textes datant, entre autres, de la "libération" où PS et PC, siégeant au gouvernement, ont légiféré pour répondre aux besoins en main d'oeuvre extérieure du capitalisme français pour la reconstruction (ordonnance du 2 novembre 1945 instituant l'Office National d'Immigration).

Les projets Bonnet-Stoléru ne sont que l'adaptation du droit à la nouvelle situation de crise mondiale du capitalisme, qui amène la bourgeoisie à faire porter ses coups les plus durs sur la partie la plus mobile de la classe : les travailleurs immigrés. Ils ne font que faciliter et aggraver des pratiques de contrôle et de répression dont la bourgeoisie use quotidiennement.

C'est avec l'aval des "représentants du peuple" que les flics pourront cerner les foyers en grève et en expulser les travailleurs pour tenter de briser leur lutte comme à Strasbourg, à Metz, à Dijon ou à Garges, dans la région parisienne ; qu'ils pourront à l'aube tendre des "embuscades" entre le foyer et le métro comme ils le font au foyer Pinel à Saint-Denis pour arrêter les travailleurs sans papiers ; qu'ils pourront les traquer jusque dans les mansardes ou les taudis comme ils ont commencé à le faire dans le quartier de la porte d'Orléans à Paris.

Il ne manque rien à ces lois si ce n'est la reconnaissance du droit de vie et de mort du bourgeois sur le prolétaire. Mais ce droit, la bourgeoisie l'exerce déjà par les milliers de morts des accidents du travail, par les dizaines d'assassinats de travailleurs immigrés perpétrés chaque année par ses flics ou ses bandes armées.

Au fond, ces textes de loi ne changent pas la nature de la situation *réelle* que les prolétaires immigrés connaissent mais ils *l'aggravent* encore. Surtout ils rendent plus clair le fait que la loi, la justice, le droit ne sont que des armes de la classe bourgeoise pour exercer sa dictature sur la classe ouvrière.

En frappant les travailleurs immigrés, c'est toute la classe ouvrière que la bourgeoisie attaque. On ne peut lui répondre que sur le terrain de *la force*, celle que donnent *l'union et l'organisation de la classe ouvrière, sur le terrain de la lutte ouverte*. La lutte contre le contrôle de l'immigration, pour l'égalité totale des droits entre travailleurs immigrés et français, pour la défense de la lutte des résidents des foyers en grève n'est pas seulement un devoir élémentaire de classe. C'est une *nécessité vitale* pour que la classe ouvrière puisse souder ses rangs face aux attaques multiples de la bourgeoisie.

Pour lutter contre cette politique, caractéristique de l'impérialisme, la classe ouvrière n'a rien à attendre

(suite page 2)

L'Algérie à l'heure de l'«Infitah»

En donnant un coup aux investissements directs étrangers avec la nationalisation du pétrole en 1971, l'Algérie donne l'impression de s'être fermée aux investissements étrangers. Les actifs estimés par l'OCDE s'élèvent à seulement 395 millions de dollars fin 1976. Mais les chiffres ne donnent que l'apparence.

En effet, l'Algérie constitue avec les autres pays arabes d'Afrique le paradis par excellence des fameuses *joint ventures*, sociétés mixtes où les capitaux locaux (généralement des sociétés d'Etat) s'associent à des capitaux étrangers, mais n'apparaissent pas dans les statistiques des "investissements directs" pour la raison que l'Etat a juridiquement autant ou plus d'actions que le capital étranger.

C'est ainsi que les données de la balance des paiements laissent apparaître, après un désinvestissement net de 150 millions de dollars dû à la nationalisation du pétrole en 1971, une entrée d'investissements directs de 914 millions de dollars (bénéfices réinvestis non compris) (1). Ceci prouve que là aussi, le mouvement d'association avec les capitaux étrangers a déjà pris de vastes proportions. On peut lire ce commentaire instructif dans une publication du *Department of Commerce* américain destinée aux hommes d'affaires :

(suite page 7)

DANS CE NUMERO :

EN LANGUE FRANCAISE

- En Asie se précisent les alignements de forces d'un troisième conflit impérialiste mondial..... 3
- Pour faire le point sur la lutte des foyers (2)... 4
- Solidarité avec ceux de Garges ! 5
- Le Maroc à la veille d'une tourmente..... 6
- Koweit : Une grève exemplaire..... 7
- La signification des luttes revendicatives dans la perspective marxiste..... 8
- Le CLTA (Comité de liaison des Trotskystes Algériens) ou les derniers Mohicans de l'"indépendance nationale".....11

EN LANGUE ARABE

- Moyen-Orient : la paix prépare la guerre.....12
- Combattre réellement le racisme.....12
- Parti révolutionnaire et luttes économiques.....15
- Les bases d'une riposte de classe aux expulsions de travailleurs immigrés.....16

correspondance

Tunisie : contre la répression, la lutte de classe !

Le 25/4/79

Quatorze mois nous séparent du massacre perpétué par la bourgeoisie tunisienne avec la bénédiction de l'impérialisme français pour riposter contre la grève générale et les manifestations de travailleurs qui ont eu lieu le 26 janvier 1978.

Durant toute cette période, la classe ouvrière a dû affronter une répression constante revêtant des formes diverses: arrestations arbitraires, procès, tortures, militarisation d'une partie de la jeunesse travailleuse sous prétexte de "service civil",etc.

Mais est-ce à dire que la bourgeoisie tunisienne a atteint son objectif? Dans un certain sens, NON. Les ouvriers continuent de résister dans des conditions, certes, de plus en plus difficiles: chantage au licenciement, menaces de toutes sortes, flicage systématique sur les lieux de travail avec l'aide notamment des bureaucrates syndicaux vendus genre Tidjani Abid.

Aujourd'hui, cela fait cinq ans que sur une décision cynique de la bourgeoisie, six militants tunisiens se sont vus retirer la "faveur" de la "grâce" dont ils avaient"bénéficié" quatre ans auparavant. Il s'agit de Nourredine Benkhader, Gilbert Naccache, Rached Bellalouna, Abdallal Rovimi, Mohamed Salah Fliss (principal soutien pour une famille de six enfants après la mort récente de son père et de sa mère) et Ahmed ben Othmane Reddaoui qui continuent de croupir dans les prisons du régime où ils auront passé de 7 à 9 ans au cours de ces IO dernières années.

Si l'on ajoute ce qui reste des détenus des procès d'Avril 74 et d'octobre 75 mettant en cause notamment des militants d'El-Amel Tounsi, des condamnés de I975 dans l'"affaire" dite du "Front National de libération de la Tunisie" qui sont au nombre de 27 ainsi que les inculpés dans l'"affaire" du PRPT qui sont au secret depuis I8 mois(parmi lesquels Zin El Medhkoui dit Abbas a été odieusement torturé) et enfin les syndicalistes toujours emprisonnés, cela donne aujourd'hui plus de IOO militants connus détenus en Tunisie.

Un travailleur immigré tunisien

Par ailleurs, notre correspondant a tenu à nous faire part d'une liste de I6 personnes arrêtées dernièrement dans plusieurs villes de Tunisie Nous regrettons de ne pas pouvoir la reproduire avec tous les détails qui l'accompagnaient (âge, profession).

Sfax: M.Makni; A.Chouik; Y.Allaoui;A.Esfairi; F. Chibani; N.Hamza; A.Maâtar;M.Jarraya; B.Jammoussi.
Tunis: M.Imour; B.Belkadhi; N.El Kefi;
Beja: J. Belkhechine; H.Bouthelija;
Bizerte: M.Bouanaya;
Kasserine: El-Ghodhali.

Algérie : un tournant dans la continuité...

Le 30/4/79

Après I6 années de "révolution" par les textes, on s'aperçoit que l'on n'a fait qu'encombrer le service des archives de la présidence sans avoir pour autant trouvé des solutions aux problèmes tels que le chômage, la crise du logement, la hausse des prix, la corruption etc.

Les bourgeois algériens, le portefeuille ici et le coeur en France, fondent beaucoup d'espoirs sur la nouvelle équipe qui n'est en fait qu'une image "améliorée" du groupe d'Oujda. Cette nouvelle équipe semble partagée entre la nécessité de faire table rase du passé et la volonté de ne pas le renier.

Il faut reconnaître que depuis I962 une constante est à remarquer dans la politique algérienne: Faire travailler les travailleurs toujours davantage et pour cela tous les moyens ont été utilisés: la matraque, la démagogie, la "participation" le noyautage,etc.

Les travailleurs demeurent inorganisés malgré les nombreuses grèves dont la presse officielle ne souffle pas un mot sauf quand il s'agit de conflits très limités et touchant les petites affaires du "privé".

Face au monde des travailleurs, s'est constituée une caste d'aristocrates -grassement- rétribués que bourgeois et gouvernement flattent matériellement pour leur service et leur fidélité. Et l'on voit toute cette "crème", des docteurs aux directeurs généraux, des techniciens aux ministres, des bureaucrates syndicaux aux policiers,se donner la main pour établir un cordon sanitaire autour des ouvriers et des masses plébéiennes.

Un lecteur d'Algérie

CORRESPONDANCE

F. GAMBINI 20, rue Jean-Bouton, 75012 PARIS

ABONNEMENTS

Les quatre numéros :

envois sous pli ouvert	12 FF
envois sous pli fermé	20 FF
abonnement de soutien	50 FF

REGLEMENTS

par chèque bancaire à l'ordre de F. Gambini

A NOS LECTEURS RESIDANT AU MAGHREB

En raison des difficultés de change et de paiement, nous servons les abonnements et les commandes sans en exiger le paiement immédiat ; nous suggérons que celui-ci soit fait à l'occasion de déplacements et voyages, ou par l'intermédiaire de tiers résidant en Europe.

Supplément au "Prolétaire" n° 293
Responsable : F. Gambini

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ;le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

En Asie se précisent les alignements de forces d'un troisième conflit impérialiste mondial

L'Asie est aujourd'hui sans aucun doute un des points sensibles des affrontements inter-impérialistes. De plus, les problèmes stratégiques particuliers à ce continent (aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est) sont très étroitement liés entre eux. Il suffit de rappeler qu'à l'importance de l' Iran pour la surveillance de la route du pétrole qui part du Golfe Persique (et naturellement pour la fourniture du pétrole lui-même) fait pendant l'importance exceptionnelle de l'Indochine comme base stratégique pour le contrôle (ou au contraire pour le blocage) des voies maritimes reliant l'Océan Indien à l'Océan Pacifique par le détroit de Malacca, par où passe, entre autres, une grande partie des matières premières à destination du Japon (80% du pétrole que reçoit ce pays).

Pendant de longues années, au cours du second après - guerre, ces routes essentielles ont été contrôlées par les Etats-Unis. Mais aujourd'hui, tout en maintenant, avec leurs concurrents et "alliés" les plus importants en Asie (les Japonais), leur domination sur toute la chaîne insulaire qui va de la Micronésie au Japon, aux Philippines, à l' Indonésie et jusqu'à Diego Garcia, les Etats-Unis ont perdu avec l'Indochine un bastion de grande importance, et il est clair qu'au Moyen-Orient ils ne retrouveront pas de sitôt une force de stabilité comparable à l'armée du chah, aujourd ' hui largement abîmée. Peut-on croire que l'Egypte qui se porte candidat pourra remplir durablement ce rôle ?

De son côté, l'URSS n'a pas lésiné sur les moyens et les manoeuvres diplomatiques de grande envergure pour prendre pied dans la rrgion. Il suffit de penser à ses rapports relativement bons avec l'Inde, au récent coup d'Etat pro-soviétique en Afghanistan, à la présence soviétique au Yémen - qui vient de tenter de profiter de la situation pour desserrer l'étau saoudien -, en Ethiopie, etc.

Mais alors que, en ce qui concerne l'Iran, les perspectives à terme pour les Etats-Unis sont encore incertaines, en Indochine la situation s'est très rapidement détériorée en un peu plus d'un an.

La guerre entre le Vietnam et le Cambodge a servi de détonateur pour toute une série de tendances qui s'étaient manifestées précédemment et dont le ressort principal est l'antagonisme croissant entre Chinois et Soviétiques, marqué par le rapprochement entre Pékin et Tokyo, Pékin et Washington. Les pays de l'ASEAN auxquels la Chine offre, en échange de leur bienveillance, de renoncer à appuyer les mouvements internes d'opposition qui les menacent, ont pris une position condamnant ouvertement la politique de Hanoï. Eux aussi, en effet, ont intérêt à contenir aussi bien le développement d'une nouvelle puissance, le Vietnam, que l' accroissement de l'influence soviétique dans la région. La Thaïlande en particulier craint pour sa sécurité, d'autant plus qu'existe dans le pays une forte opposition sur laquel le Hanoï pourrait être tenté de prendre appui pour consolider la "vietnamisation" de la péninsule indochinoise.

De là découlent d'autres conséquences importantes: Tokyo a condamné l'agression vietnamienne contre le Cambodge et a suspendu son aide économique au Vietnam. En effet, le Japon qui est la puissance économique dominante dans l'Asie du Sud-Est, a des intérêts primordiaux à défendre dans la région, tant du point de vue commercial et des matières premières que du point de vue stratégique (la Malaisie et l'Indonésie "surveillent" le détroit de Malacca qui est essentiel pour sa sécurité et ses importations). Le Japon aussi voit donc se renforcer ses liens avec les Etats qui montrent qu'ils n'apprécient ni la poussé vietnamienne ni la poussée soviétique.

La récente attaque du Vietnam par la Chine ne bouleverse nullement le cadre de la situation en Asie du Sud-Est, elle en accentue seulement les contradictions et le caractère explosif. Sans doute la Chine est-elle pressée de s'opposer par les armes à l'extension de la puissance vietnamienne et, au-delà, à l'extension de la puissance soviétique.Et sur qui pourrait-elle se faire les dents, sinon sur des voisins plus petits, afin d'assimiler au plus tôt l'expérience de la guerre moderne ?

Il n'est cependant pas dit que l'objectif militaire qui consistait vraisemblablement à obliger le Vietnam à retirer ses troupes du Cambodge ait pu être atteint, ni que la Chine ait finalement donné la "leçon" promise, à voir l' empressement qu'elle a mis à conclure un cessez-le-feu.

Si les Etats-Unis ne peuvent que se féliciter de l'intervention chinoise (ils ont exprimé leurs "regrets" purement diplomatiques tout en assurant sans doute à Deng que la réaction soviétique serait modérée), on ne peut pas dire que le Japon soit emballé par l'épisode. S'il n'a pas applaudi à l'attaque chinoise, il ne l'a pas non plus condamnée : sa position réservée tient au fait que s'il ne veut pas voir se détériorer ses rapports avec l'URSS pour des raisons à la fois économiques (projets de collaboration entre les deux pays), militaires (le Japon est encore sous-équipé par rapport à la puissance militaire soviétique) et même politiques (dans la mesure où les rapports entre le Japon et les pays occidentaux se tendent dans la guerre commerciale que mènent entre eux les différents pays du monde "libre"), il ne veut pas non plus voir lui échapper le prometteur marché chinois.

Les événements d'Indochine ont révélé la fragilité de l'équilibre en Asie du Sud-Est et accéléré la tendance à un alignement des forces parrainé par les USA et la Chine (même si c'est de façon tout à fait "informelle") dans un sens anti-soviétique. Dans cette tendance, à laquelle la Chine est obligée par l'encerclement stratégique qui la menace et par ses exigences de "modernisation", le Japon est entraîné presque malgré lui, étant donné l'importance pour le capital japonais du marché chinois en expansion et du Sud - Est asiatique dans son ensemble. Les Etats-Unis pour leur part, même s'ils ont du mal à contrôler le tourbillon des événements, réussissent encore à dominer sur le plan stratégique: comme l'Angleterre par rapport à l'Europe au XIXème siècle, Washington tend à jouer le rôle de la super-puissance "extérieure" qui tire parti des oppositions que connaissent les autres pays afin de jouer un rôle de médiation et, en même temps, de domination.

En 1978 trois traités de "paix" ont été signés en Asie: entre la Chine et le Japon en août, entre le Vietnam et l' URSS en novembre, entre la Chine et les Etats-Unis en décembre. Plus ils parlent de paix et plus les différents capitalismes - et non pas les différents "socialismes" comme le proclament en choeur bourgeois et opportunistes - préparent la guerre. Il est clair qu'une troisième guerre mondiale devient toujours plus l'issue nécessaire - même si elle n'est pas immédiate - des antagonismes inter- impérialistes. Seule la révolution prolétarienne peut lui couper l'herbe sous les pieds.

le prolétaire

bimensuel — parti communiste international (programme communiste)

N° 292

- L'offensive anti-ouvrière se poursuit
- Pétrole : La foire d'empoigne impérialiste
- Nous devons préparer le Parti de la Révolution
- En Iran, le fossé se creuse entre bourgeoisie et prolétariat
- Supplément spécial : Non au contrôle de l'immigration !

N° 293

- Le capitalisme périra de ses contradictions
- Contre les lois anti-immigrés ! Contre le sabotage opportuniste !
- Austérité casquée
- L'Allemagne dans l'étau du conflit Est-Ouest
- A propos de l'"indépendance" des syndicats
- L'Eglise en Pologne : l'ère des mythes
- "Lutte ouvrière", ou le parti à la remorque

Pour faire le point sur la lutte des foyers de travailleurs immigrés (2)

Les problèmes auxquels s'affronte la lutte des foyers sont ceux-là mêmes qui se posent et se poseront à toutes les luttes ouvrières qui se tiennent sur le terrain de la pression collective de classe. Ils ont pour dénominateur commun l'isolement criminel dans lequel l'opportunisme politique et syndical confine toute lutte qui renoue, même partiellement, avec les méthodes de la lutte de classe.

Le problème est donc de savoir sortir de la situation terrible où tous les groupes de prolétaires en lutte sont isolés, séparés les uns des autres, enfermés en autant de compartiments étanches, grâce au travail actif des réformistes.

Dans une telle situation, il est clair qu'on ne peut briser le mur de l'isolement sans impulser *un travail systématique* en direction des entreprises par le biais des résidents des foyers et avec l'*aide* des comités de soutien afin de préparer le terrain à la manifestation d'une solidarité concrète à l'occasion des saisies-arrêts sur salaires ou à l'occasion des expulsions de foyers.

Cela est d'autant plus urgent que l'expérience montre que les groupes d'extrême gauche refusent *pratiquement* de faire ce travail qui consiste à tisser des *liens directs* à la base avec les entreprises, soit par souci de manoeuvrer dans les appareils syndicaux de la CFDT (HR et PCR), (pour ne pas parler des trotskystes...), soit par rejet de tout travail à l'intérieur des syndicats (UCF). Par ailleurs, les comités de soutien à eux seuls ne peuvent s'acquitter de cette tâche, non seulement en raison du sabotage des groupes maoïstes (les autres ayant déserté depuis longtemps), mais aussi à cause de la *charge de travail* qui pèse lourdement sur les épaules des camarades dévoués sincèrement à la lutte et qui veulent mener le travail de soutien dans une orientation classiste.

Le terrible retard pris dans l'effort de liaison directe à la base dans les entreprises, liaison qui est devenue *indispensable* avec la perspective des saisies - arrêts sur salaire, entraîne un résultat négatif : il contribue à coincer les résidents dans des manifestations devant les tribunaux, qui, alors qu'elles ont été au départ de bons instruments de mobilisation, présentent *à la longue* le risque de nourrir parmi les travailleurs des illusions sur la justice bourgeoise, quoi qu'on s'en défende.

Un autre problème auquel la lutte des foyers a été confrontée, c'est celui qui consiste dans le passage d'une organisation au sens de l'*associationnisme ouvrier* (regroupement de prolétaires pour la défense de leurs intérêts immédiats) à une organisation au sens strict avec toutes les conséquences *administratives* et *logistiques* que cela implique.

L'offensive bourgeoise de l'été 78 a contraint la coordination à se donner un minimum d'organisation administrative et de centralisation, ce qui allait dans le sens de la bataille que nous avons menée contre tous les groupes qui y voyaient une prétention sans objet visant à se donner une "organisation de luxe" (ex. : permanence téléphonique, système de déplacements et de liaisons, un minimum de secrétariat...).

En effet, la centralisation des soutiens et la répartition des tâches entre leurs membres ne pouvaient se réaliser sans qu'on assiste au sein de la coordination elle-même à une répartition de travail et des responsabilités. Sans une centralisation minimum, la déperdition des énergies, si précieuses face à un ennemi puissant et pourvu de tous les moyens, est malheureusement inévitable.

Le manque d'instruments logistiques minimum rend la coordination dépendante de l'humeur des organisations politiques et syndicales pour la moindre tâche (tirage d'affiches, de tracts, communiqués de presse...)

D'autre part, l'extension de la grève dans la région parisienne et en provine (notamment en Lorraine) a entraîné dans ces conditions une certaine dispersion et un surcroît de travail pour la coordination au point qu'elle s'est trouvée incapable de faire face aux demandes d'orientation et de matériel provenant de plusieurs comités de soutien de province suspendus de la sorte dans le vide. Il est sans doute bien plus difficile de poser les problèmes de l'organisation *dans le feu* de l'action, en ce sens que toute lutte doit se donner un *minimum d'organisation* avant l'épreuve mais il ne faut perdre *aucune occasion* de renforcer l'organisation de la lutte.

Il est indéniable qu'entre la difficulté de trouver une méthode adéquate pour briser le mur de l'isolement, la difficulté de se donner une organisation permanente et la conception générale qu'a la coordination de la lutte, il existe un lien dialectique.

Le trait commun à ces deux difficultés est que leur solution exige le passage d'une lutte au jour le jour à une *lutte de longue haleine*, d'où la nécessité d'un *plan systématique* à moyen et long terme, surtout depuis la grande offensive de l'été 78, d'autant plus qu'à cette période se manifestait, même si ce n'était pas de manière explicitement consciente, le besoin de trancher les questions, de tirer pour mieux affronter l'avenir les leçons de l'expérience *déjà acquise*, notamment des rapports avec toutes les organisations politiques et syndicales, non pour des raisons programmatiques bien entendu, mais *sur la base des nécessités de la lutte elle-même*.

La tâche qui revient au Parti est de s'appuyer justement sur la solide prévention acquise par l'avant - garde des travailleurs vis-à-vis des partis "de gauche" à travers la trahison hier de la lutte anti-coloniale et aujourd'hui de la lutte des prolétaires immigrés pour faire avancer la compréhension de la nature des forces opportunistes et pour montrer que leur trahison dans la lutte de l'immigration n'est que l'autre face de la médaille de la trahison des intérêts généraux de l'*ensemble de la classe*. C'est seulement à cette condition que nous arriverons à faire en sorte que les travailleurs se dégagent de l'illusion qui consiste à vouloir "mettre au pied du mur" les bureaucraties syndicales.

Le Parti doit également travailler pour faciliter le passage de la *vieille vision* de la lutte anti-impérialiste, reflet de la lutte commune avec d'autres classes contre la domination impérialiste, à celle de la lutte indépendante de classe. Certes, la lutte des foyers a réussi à fusionner 24 nationalités et revendique l'intérêt commun des prolétaires immigrés et français, mais il ne demeure pas moins nécessaire de combattre les divers courants nationalistes et démocratiques qui entravent le passage explicite sur le terrain de classe qui suppose la reconnaissance du caractère *international* de la classe ouvrière (1).

Mais l'intervention concrète du Parti ne consiste pas seulement à aider la lutte pour avoir une vision plus générale nécessaire afin de se donner un plan à moyen terme, au moins en ce sens qu'elle aura également à impulser, même si c'est de manière indirecte, le travail en direction des usines et des sections syndicales auxquelles adhèrent les travailleurs. Dans la mesure où tous les groupes maos marquent des réticences (quand ils ne le sabotent pas) pour ce genre de travail, l'initiative des camarades est d'autant plus urgente et impérative même si dans la tâche qui consiste à mobiliser les résidents, il est évident que la coordination est appelée à prendre la plus grande responsabilité. Cela aidera certainement à dépasser la division absurde et néfaste du travail entre organisations prétendument françaises et immigrées, la propagande défaitiste du "prenons nos valises" que l'on retrouve chez *certains* courants de l'immigration.

Ce sont la rigueur, le sérieux et la continuité dont fera preuve le Parti dans l'accomplissement de ses tâches qui pourront avoir raison de certains comportements compréhensibles, mais incorrects comme celui qui consiste à bannir les querelles politiques en général, ce qui ne peut avoir pour conséquence que de cultiver chez les travailleurs *la peur de la politique* qui s'appuie sur le terrible expérience passée de la trahison ouverte de la lutte par tous les partis opportunistes parce qu'ils sont *opportunistes*, non parce qu'ils sont des partis. Il s'agit donc pas de faire le procès de telle ou telle position, surtout quand la préoccupation des travailleurs qui la fonde est juste, mais de montrer que de toute façon cela n'empêche nullement la bourgeoisie de faire sa sale propagande par le canal de la télévision, l'opportunisme politique et syndical de déverser sa propagande servile sur les prolétaires par le canal des entreprises et des sections syndicales qu'il contrôle.

Le renforcement de la lutte des foyers, pour lequel notre Parti ne ménage pas ses forces, dépend de l'aptitude de la coordination à tirer la leçon de sa propre expérience et à trancher les questions posées dans un *sens de classe*. Alors, les résidents gagneraient beaucoup plus que n'importe quel succès immédiat, car des pas seraient faits dans l'organisation immédiate de la classe ouvrière.

---

(1) Voir l'article *Immigration : Porter la lutte sur un terrain de classe* dans *El-oumami* n° 4.

Non au contrôle de l'immigration !

Pour une riposte de classe contre les expulsions !

(suite de la page 1)

des partis soi-disant "ouvriers", PC et PS, et des bureaucraties syndicales étroitement liées à leur politique, CGT-CFDT-FO. Tous se prononcent résolument en effet *pour le contrôle de l'immigration* ; ils donnent donc dans les faits leur aval aux persécutions policières et racistes contre les travailleurs immigrés et montrent qu'ils vivent des miettes tombées des festins impérialistes. La classe ouvrière ne peut pas compter davantage sur les groupes d'extrême gauche qui font de l'unité avec les réformistes et social-impérialistes un principe ou encore sur ceux qui, comme l'UCF, prétendent aider les travailleurs immigrés en partant d'un "anti-racisme démocratique" et en faisant appel à tous les démocrates et philanthropes, ce qui ne peut qu'affaiblir la confiance que les prolétaires doivent avoir en leur *propre force de classe*.

La lutte contre l'oppression particulière des prolétaires immigrés ne peut pas non plus compter sur les bourgeoisies "nationales" et leurs Amicales, qui ne critiquent l'impérialisme que du point de vue de cyniques "exportateurs de main d'oeuvre".

L'exemple de l'Algérie est, à cet égard, éloquent : n'a-t-elle pas marchandé avec la France la prolongation des certificats de résidence contre la troisième tranche d'Arzew à Technip ? Bien plus, le 16 juin, l'ambassadeur algérien à Paris a fait appel aux inspecteurs de police français pour disperser le rassemblement d'une centaine de travailleurs et d'étudiants algériens devant l'ambassade d'Algérie.

Elle ne peut compter enfin sur les groupes ayant une orientation de type nationaliste et populiste qui agitent, tout comme le social-impérialisme, le mythe du "retour au pays", et cachent aux prolétaires leurs intérêts de classe indépendants de toutes les nationalités.

La défense effective des prolétaires immigrés contre les expulsions, les persécutions policières et les crimes racistes aujourd'hui est inséparablement liée à la préparation de luttes plus amples de défense collective de *l'ensemble de la classe* contre l'offensive capitaliste. Cette défense n'est possible que sur le terrain de *la force de classe*, celle de la solidarité de tous les exploités contre l'offensive capitaliste.

La classe ouvrière qui produit toutes les richesses de la société a une *force immense* que lui donne le capitalisme : son nombre, sa concentration, *la discipline apprise dans les bagnes industriels*, énormes moyens de lutte que les bourgeois et les réformistes tentent de la dissuader d'utiliser. Le grand mouvement d'immigration lui-même, qui entraîne dans la lutte de classe sur le terrain du capitalisme des masses laborieuses venues du monde entier revêt un caractère révolutionnaire en donnant *les bases matérielles à l'unification et l'organisation de la classe ouvrière internationale*.

Ces armes, la classe ouvrière doit les utiliser pour elle, pour se défendre aujourd'hui contre le capital et tirer de l'organisation et de l'expérience acquises sur le terrain, les forces pour en finir avec lui.

La première de ces armes est *l'union des rangs prolétariens*. Les prolétaires immigrés ne doivent pas rester seuls dans la lutte contre la politique de division et de répression menée au nom du "contrôle de l'immigration".

- CONTRE TOUTES LES DISCRIMINATIONS, EGALITE TOTALE DES DROITS SOCIAUX, SYNDICAUX ET POLITIQUES ENTRE TRAVAILLEURS FRANCAIS ET IMMIGRES !
- NON AUX PROJETS STOLERU-BONNET ! CONTRE TOUTE POLITIQUE DE CONTROLE DE L'IMMIGRATION ! SUPPRESSION DE TOUTE ENTRAVE A L'ENTREE ET A LA CIRCULATION DES TRAVAILLEURS ET DE LEURS FAMILLES !
- AUTODEFENSE OUVRIERE CONTRE LES VIOLENCES "ILLEGALES" ET "LEGALES" DE LA BOURGEOISIE !
- LES OUVRIERS N'ONT PAS DE PATRIE ! PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

Solidarité avec ceux de Garges !

Après Strasbourg, Nanterre, Romainville et Dijon, 150 expulsions ont eu lieu dans l'Est et le vendredi 22 juin le foyer de Garges les Gonesses a été encerclé par 1000 CRS et gardes mobiles, les résidents matraqués et expulsés, leurs affaires confisquées et les installations collectives du foyer détruites. La bourgeoisie va faire tout son possible pour briser pendant l'été la lutte exemplaire des foyers et surtout son organe dirigeant le Comité de Coordination. Car cette lutte est aujourd'hui la seule force (elle regroupe près de 40 000 ouvriers), qui pourrait impulser une opposition réelle à l'application des mesures répressives contre les travailleurs immigrés. L'enjeu est important, et la bourgeoisie a bien préparé son coup, puisque après avoir épuisé les résidents dans des centaines de procès, elle a lancé ses flics sur des foyers de province et s'attaque maintenant aux foyers de la région parisienne, coeur de la lutte.

Immédiatement après l'expulsion de Garges, les résidents ont décidé de s'installer sur un terrain vague devant le foyer, face aux flics qui occupent, avec pour objectif le départ de tous les CRS et gendarmes mobiles du foyer, la réintégration sans conditions de tous les résidents, l'ouverture de négociations globales avec le seul Comité de Coordination sur la base de la plate-forme de revendications.

A cette occasion, nos camarades ont diffusé un tract dans les cités avoisinantes pour appeler à la solidarité de classe avec les résidents de Garges, tract dans lequel il est notamment dit :

(...) "Il faut appeler d'autres travailleurs à venir sur le terrain - pour renforcer la présence face aux flics, pour apporter une aide matérielle et financière - pour que les familles de travailleurs des cités viennent aider, et discuter avec les résidents de la grève des loyers et profiter de leur longue expérience qui pourra leur servir dans les luttes qu'ils mènent eux aussi sur le logement et qui devront s'élargir face aux augmentations répétées des loyers - pour que les travailleurs des entreprises viennent se lier à leurs camarades qui logent dans les foyers, pour lutter contre les saisies - arrêt sur salaire et préparer des mouvements de grève dans la production dont tous les prolétaires ont un besoin urgent face à l'aggravation de l'exploitation."

Après avoir rappelé la nécessité de ne pas se laisser paralyser par les appareils syndicaux CGT et CFDT qui siègent à la commission Delmon mise en place pour briser la lutte et sabotent la préparation des débrayages et meetings de solidarité, ni par les municipalités de "gauche" qui sont pour le numerus clausus des immigrés dans leurs communes, ni par partis PC et PS qui veulent entraîner la lutte sur le terrain de la résignation et des pleurnicheries parlementaires, le tract concluait :

"Contre toutes les luttes ouvrières, la bourgeoisie utilise tous ses moyens de mensonge et de répression. Opposons-lui la force de notre classe qui peut être immense si nous nous unissons autour de nos intérêts communs, par-dessus les divisions de races, de nationalités, de sexes et de catégories".

Le Maroc à la veille d'une tourmente

La fin de la période quinquennale 1973-77 au Maroc a coïncidé avec une accentuation de la crise économique et sociale sans précédent. En effet, durant cette période, la production a connu une hausse de 6,8% par an en moyenne. De son côté, la "marche verte" de novembre 75 a permis au régime d'éteindre dans les campagnes de mobilisation chauvine les étincelles d'un mécontentement social qui commençaient à jaillir.

Aujourd'hui, les officiels reconnaissent que cette période a fait place à un rythme de 4% ; le plan triennal 1978-80 prévoit "modestement" (?) 4,6%. De plus, l'industrie marocaine fonctionne à moins de 70% de ses capacités. En 1978, les investissements publics et privés auraient baissé de 14%, rapportent *Les échos* du 30/5/79 (1).

Si l'on se penche sur la situation catastrophique dans laquelle se débat le Maroc, on verra que la crise internationale du capitalisme n'y est pas pour rien. Du fait des liens de dépendance étroits qui le lient aux impérialismes occidentaux et particulièrement à l'impérialisme français, nul ne s'étonnera de voir le Maroc subir de manière quasi-mécanique les effets de l'inflation occidentale.

La crise du textile en Europe a contraint la CEE de se protéger en limitant ses importations de textiles, frappant ainsi de plein fouet plusieurs industries au Maroc. "*Dans le textile, les patrons affirment ne plus avoir aucun intérêt à accroître leurs unités de fabrication*", peut-on lire dans le numéro des *Echos* déjà cité. Les patrons marocains se plaignent : "*Le Maroc est moins compétitif que l'Extrême-orient*"...

Par ailleurs, on assiste à une aggravation de la crise qui frappe durement les campagnes marocaines. Au cours du quinquennat 1973-77, la part du secteur agricole est passée de 19,3% à 13,9%. Même les économistes bourgeois reconnaissent désormais que le "système de propriété" foncière ne va pas dans le sens du "rendement maximum", ce qui est une façon d'avouer que les vieux rapports de production qu'on rencontre toujours à la campagne constituent désormais une entrave considérable au développement des forces productives et empêchent un ravitaillement régulier des villes. Le Maroc subit de plus dans le secteur moderne les contradictions conjointes de l'agriculture coloniale axée sur l'exportation et les rigueurs du protectionnisme européen : le seuil de rentabilité pour les tomates marocaines oscille entre 3,5 et 4F et pourtant la CEE donne la préférence aux tomates hollandaises à 5,5F !

Enfin, le dernier coup reçu par le Maroc est représenté sans nul doute par la chute du prix des phosphates qui constituent la principale ressource en devises du pays (40% du total de ses devises). En effet, après des envolées proches de 70 dollars en 1975, la tonne est arrivée aujourd'hui à ... 30 dollars.

En plus de la toile de fond que constituent les effets de la crise internationale du capitalisme, il faut ajouter que le Maroc subit de manière aigüe ces derniers temps les contre-coups de la crise du Sahara occidental. Le coût de la guerre du Sahara, estimé à 1 Milliard de dollars à la fin 78, s'élève à 16% du budget global de l'Etat. La déclaration du représentant du patronat marocain rapportée par les *Echos* du 28/5/79 est révélatrice :

"*Le pays tout entier est tourné vers la récupération et le développement des provinces sahariennes. Et l'Etat, premier employeur et investisseur, destine ses moyens à une priorité militaire absolue. Dans une proportion de 60 à 70%, le potentiel d'investissements publics passe désormais à l'effort de guerre*".

Il est presque inutile dans ces conditions de souligner le poids considérable de l'austérité qui pèse sur les travailleurs et les masses exploitées. En 1978, la hausse des prix a atteint 17% sans que l'on ait vu les salaires bouger. Les pluies de licenciements suscités par la crise du textile se sont étendues à d'autres secteurs comme les industries mécaniques, etc. Les projets de mise en valeur des terres ont débouché sur le remembrement des exploitations agricoles et ont par conséquent accéléré le processus de paupérisation et d'expropriation des masses paysannes. La diminution de tous les "faux frais" étant l'axe principal du plan d'austérité, le secteur de la formation ne tarde pas à recevoir un rude coup, ce qui explique la mise en mouvement de larges secteurs de la jeunesse, notamment les lycéens.

C'est donc contre la misère grandissante, que la bourgeoisie a voulu institutionnaliser au travers de son "pacte social", que les ouvriers se sont mis à bouger surtout à partir de mai 1977, sur la crête d'une vague sociale qui touche également l'Algérie et la Tunisie. Et le premier semestre de l'année 78 à lui seul aurait connu une centaine de grèves !

Malgré une bureaucratie syndicale organiquement liée à des partis bourgeois parlementaires participant sans détour au gouvernement, les travailleurs ont pu maintes fois déborder les cadres-bidons que représentent les grèves de 24 heures et, dans plusieurs cas, on a vu des ouvriers briser le mur de l'isolement bâti par l'Etat et ses laquais autour des luttes et des entreprises en effervescence. C'est ainsi que le phénomène dangereux pour les bourgeois que constituent les *grèves de solidarité* (grèves "sans motif" aux yeux des patrons) a pris ces derniers mois des proportions encourageantes notamment chez les enseignants, les transporteurs, les conducteurs de bus, etc (2).

Ce n'est donc pas un hasard si Hassan II a précisément choisi cette période pour appeler à l'"Union sacrée". Les événements de mars dernier, qui ont culminé dans le mouvement des lycéens qui ont dû laisser une dizaine de morts et un nombre plus important de blessés selon les témoignages d'enseignants coopérants, ont fait dire à certains que le Maroc connaissait une situation très semblable à celle de mars 1965, date des événements de Casablanca. Y-a-t-il un meilleur moyen pour endiguer le flot de la colère populaire que de détourner l'attention des masses vers le "danger anti-national" que représenterait l'Algérie ?

A cet effet, la bourgeoisie marocaine et ses serviteurs ont mobilisé toutes leurs énergies. L'orchestration des campagnes chauvines s'est poursuivie. A cette différence près que cette fois-ci, le régime a eu besoin de la provocation pour exciter le sentiment national des masses marocaines qui semble s'user avec le temps, mais surtout avec l'augmentation du coût de la vie et des soucis : c'est ainsi qu'il y a eu un plastiquage à Oujda qui a fait 3 morts parmi de jeunes écoliers. Les autorités marocaines ont évidemment accusé les services algériens d'en être les responsables. Le plus curieux, c'est que de l'autre côté de la frontière, les autorités algériennes accusent les services marocains d'être à l'origine de l'explosion qui a fait plusieurs blessés dans un souk populaire à Maghnia !

Par ailleurs, la bourgeoisie marocaine vient d'instituer un "Comité national de sécurité" qui veillerait à l'application du fameux "droit de suite" contre l'Algérie et à la défense de l'"intégrité territoriale" du Maroc. A l'intérieur de ce Comité, les staliniens du PPS rivalisent avec les bourgeois déclarés de l'Istiqlal.

Cette mobilisation chauvine assurera-t-elle au régime la marge de manœuvre qui lui est indispensable ? Même le très impérialiste quotidien *Les échos* se permet d'écrire dans son édition du 28/5/79 : "*L'union sacrée pour le Sahara ne peut tenir indéfiniment lieu de politique*"...

L'Etat marocain semble à son tour avoir compris cela si l'on en juge par la décision du nouveau premier ministre, Maati Bouabid, d'augmenter le salaire minimum de 30% à partir du 1er mai. Gageons que les travailleurs sauront prendre cette miette non comme un cadeau de l'Etat, mais comme un encouragement aux luttes incessantes qu'ils ont dû mener ces derniers temps : SEULE LA LUTTE PAIE !

---

(1) Pour plus de détails, voir *Le Maroc en proie à la crise* dans *El-oumami* n° 2.

(2) Voir la rubrique *Luttes ouvrières au Maghreb* dans *El-oumami* n° 3.

el-oumami
organe du parti communiste international

الأممي
لسان الحزب الشيوعي الأممي

APRES L'"ELARGISSEMENT" DE BEN BELLA

Les bourgeois se réconcilient, Que s'unissent les exploités !

Après la levée, en avril dernier, des mesures d'assignation à résidence qui touchaient Ferhat Abbas et Youssef Benkhadda et la libération des onze détenus qui avaient trempé dans le coup d'Etat avorté de Tahar Zbiri en 1967, le gouvernement algérien vient de décider la "libération" de l'ancien président Ahmed Ben Bella.

L'effacement politique de Bouteflika, dernier représentant du clan d'Oujda, a sans doute affaibli le camp de ceux qui auraient eu une raison de s'opposer à une pareille décision. Mais au-delà des querelles intestines qui opposent les différentes factions bourgeoises, il n'est pas difficile de discerner derrière la fameuse "libéralisation" amorcée par Chadli une convergence de plus en plus nette avec les appétits des puissances occidentales notamment de l'impérialisme français qui ne peut que favoriser l'unification des classes dominantes en Algérie afin d'éviter toute destabilisation qui risquerait de nuire à ses intérêts économiques et stratégiques dans la région. Dans une interview à l'hebdomadaire arabe "Al-Mostakbal" rapportée par le Monde du 7/7/79, Yahiaoui vient de déclarer que l'Algérie est "prête à entreprendre avec la France une action commune pour le rétablissement de la tranquilité, de la sécurité et de la stabilité dans la région méditérranéenne". Que dirait Chadli alors,réputé moins "dur" que Yahiaoui?

Il est indéniable que la bourgeoisie algérienne est entrain de faire des efforts sérieux pour "effacer les traces des affrontements anciens" et pour "pratiquer une politique d'Union nationale"comme s'en félicite ce fleuron de la presse bourgeoise qu'est le Monde du 6/7/79. Les investisseurs et les créanciers peuvent se réjouir: l'Etat algérien est désormais assez mûr pour ne plus emprisonner n'importe qui!

Mais qu'est-ce que cela peut signifier pour les ouvriers et les masses exploitées? Doit-on applaudir à ces mesures de "démocratisation" comme voudraient nous le faire croire les bourgeois qui ne ratent aucune occasion pour tenter de nous enchaîner à ces soi-disant principes au-dessus des classes tels ces fameux "droits de l'Homme" et autres mensonges? Doit-on se féliciter de ces mesures en réclamant leur "généralisation" comme voudraient nous le faire avaler ces soi-disant "opposants" toujours à la recherche de strapontins gouvernementaux?

.../...

NON. Le "printemps" que Chadli a prétendu inaugurer n'est qu'une "réconciliation nationale" entre toutes les forces bourgeoises soucieuses de conserver l'Ordre social existant et qui se préparent à reléguer à l'arrière plan leurs divergences secondaires au cas où se dessinerait une menace sérieuse de la part des masses exploitées. Les luttes sporadiques mais vigoureuses que les ouvriers ont dû mener ces dernières années pour défendre leur pouvoir d'achat ainsi que la menace d'un retour massif des émigrés ont donné, comme on peut s'en apercevoir, l'occasion aux classes dominantes et à leurs dirigeants politiques de tirer la sonnette d'alarme.

La décision de libérer Ben bella de manière progressive s'inscrit dans ce cadre général et constitue pour les classes dirigeantes un moyen de tester les réactions des travailleurs. Ce n'est pas une nouveauté dans l'histoire que la bourgeoisie tente de jouer avec l'auréole de tel ou tel "grand personnage" dans l'espoir de mieux paralyser tout mouvement de lutte réel. Si Ben Bella et ses compagnons ont pu dans les années 50 prendre une initiative puissamment révolutionnaire qui leur a valu d'être favorablement considérés plus tard par les masses insurgées contre le colonialisme, c'est parce qu'ils ont su exprimer le refus du réformisme dans le mouvement national algérien et les hésitations des centralistes à la Benkhadda. Mais à partir de I962 déjà, l'intérêt des masses prolétarisées des villes et des campagnes résidait dans la lutte contre l'Etat bourgeois qui s'est constitué aux lendemains de l'indépendance et l'histoire a voulu que Ben Bella, que les bourgeois veulent nous présenter aujourd'hui comme étant "proche" et "sensible au petit peuple", soit entre 62 et 65 à la tête d'un Etat qui trompait les masses et qui n'a pas hésité à plusieurs reprises à faire couler leur sang pour venir à bout de leur mouvement revendicatif.

En I962 déjà, Ben Bella n'était plus ce qu'il avait été en I954 en ce sens que par son romantisme démagogique il a constitué durant les premières années de l'indépendance un joli paravent derrière lequel s'organisaient et se modernisaient sous l'oeil attentif de Boumediène l'administration, l'armée et la police. Aujourd'hui, Ben Bella ne peut servir que d'accessoire à usage populaire à une réconciliation générale qui se fait CONTRE LES MASSES EXPLOITEES.

Les classes dominantes essayent de resserrer leurs rangs. Pour nous taper dessus plus fort encore. Qu'on en tire la leçon. Face à la "réconciliation nationale" à laquelle la bourgeoisie veut nous faire adhérer, travaillons pour l'UNITE DES PROLETAIRES et de tous les exploités CONTRE LES BOURGEOIS! Vive la lutte de classes!

Si ces positions t'intéressent, tu peux
nous écrire pour en discuter:
Editions Programme- 20, rue Jean Bouton
750I2- PARIS.

L'Algérie à l'heure de l'«Infitah»

(suite de la page 1)

Etant donné le contrôle étroit effectué en Algérie sur l'investissement privé et la domination directe de l'Etat sur les principaux secteurs de l'économie, l'investissement américain tel qu'on le définit conventionnellement est relativement faible et n'arrive pas à 100 millions de dollars. Cette somme modeste, dont l'essentiel est concentré dans le secteur pétrolier, donne une impression trompeuse de l'activité économique et commerciale des Etats-Unis en Algérie. Plus de 70 firmes américaines ont passé des contrats qui représentent au total 6 milliards de dollars, et elles ont dans de nombreux cas investi énormément d'argent, de main d'oeuvre et d'équipements pour les réaliser. De plus, les créances courantes des banques et institutions financières américaines en Algérie, y compris l'US Export-Import Bank, sont estimées à plus de 2 milliards de dollars (...) Les joint ventures *avec les entreprises d'Etat semblent être la meilleure méthode accessible aux entreprises étrangères désireuses d'investir en Algérie*" (2).

L'ouverture aux capitaux étrangers, en particulier à ceux de l'impérialisme américain, est donc bel et bien réalisée, même dans la fière et "socialiste" Algérie. On voit qu'en matière d'hypocrisie la bourgeoisie algérienne, qui ne manque pas une occasion de faire étalage d'anti-impérialisme... à usage interne alors qu'elle fornique tranquillement avec Wall Street, n'a plus rien à apprendre de ses consoeurs de l'Occident développé ! Le mensonge officiel selon lequel la détention de 51% des actions préserverait des diktats de la finance internationale résistera-t-il longtemps à la pression des faits, surtout à l'heure où la classe dominante algérienne se débarrasse des atours bonapartistes avec lesquels elle tentait de retarder la rupture du front de l'indépendance.

Comme on peut le lire dans la très officielle étude de l'ONU sur les sociétés transnationales :

"*L'acquisition de la majorité des actions confère bien entendu au gouvernement d'accueil le droit de nommer la majorité des membres du Conseil d'Administration ou de l'organe de direction. L'exercice de ce droit n'implique pas pour autant un contrôle gouvernemental effectif* (aveu de taille ! NdR). *Premièrement, les parts détenues respectivement par le gouvernement et la société transnationale dans une unité productive peuvent être libellées de manière à interdire aux parts du gouvernement tous les privilèges que confère la propriété d'actions. Deuxièmement, quand les parts de l'Etat sont à parité à tous égards avec celles des sociétés transnationales, la position majoritaire du gouvernement peut encore être neutralisée par des procédures spéciales de vote* (dont) *l'effet est de donner un pouvoir de veto aux sociétés transnationales dans les domaines clés du management et du contrôle*".

Jusqu'ici il ne s'agit que de limitations juridiques. Mais la réalité est encore plus forte que le droit :

"*Troisièmement, un facteur majeur qui prive d'efficacité les administrateurs désignés par l'Etat et compromet par conséquent tout l'effort des Etats d'accueil pour acquérir le contrôle des opérations des sociétés transnationales, est leur manque de qualification technique*" (3).

L'étude officielle se garde évidemment de parler d'autres facteurs comme les pots-de-vin et autres *bakchich*...

Mais ce n'est pas tout. Même en supposant des dirigeants experts et "intègres", dans toute entreprise le banquier contrôle autant, sinon plus, que l'actionnaire. Ainsi même si l'Etat algérien avait une idée parfaitement originale à suivre en matière de gaz naturel par exemple, quelle autonomie peut-il avoir vis-à-vis de la finance occidentale avec une dette extérieure qui s'élevait en 1975 à 7,1 milliards de dollars et qui a été alourdie depuis par de nouveaux crédits à long terme qui se sont élevés à 1,4 milliard de dollars en 1976 et à 1,9 milliard en 1977 (4) ?

S'il y a besoin de s'interroger sur les conséquences sociales auxquelles aboutira nécessairement l'"infitah" économique, rappelons que ce sont précisément les pressions du Fonds Monétaire International qui ont poussé l'Etat algérien à diminuer de manière flagrante le soutien financier qu'il accordait jusque-là aux prix des produits de première nécessité pour les garder à un niveau qui lui permettait de s'épargner une explosion sociale comparable à celles qui ont déferlé sur l'Egypte en 1977 et la Tunisie en 1978 (5).

Mais l'accentuation de la dépendance de la bourgeoisie algérienne vis-à-vis des impérialismes occidentaux montre surtout qu'elle n'agite le drapeau du nationalisme et de l'"anti-impérialisme" que pour pourrir l'instinct de classe des ouvriers et pour mieux les enchaîner au char de l'"économie nationale", c'est-à-dire de l'exploitation et de l'oppression capitalistes. Face à l'internationalisation croissante des rapports entre les différentes bourgeoisies, il est temps que les ouvriers se saisissent de l'arme de l'*internationalisme prolétarien*.

(1) FMI, *Balance of payments Yearbook*.

(2) US Department of Commerce, *Overseas Business Report*, "Marketing in Algeria", novembre 77, pp. 23-24. Sur 7 *joint ventures* américaines en 77 6 ont été réalisées avec la Sonatrach et une dans le secteur minier avec la Sonarem.

(3) ONU, *Transnational Corporations in World Development*, p. 103.

(4) FMI, op. cit., décembre 1978.

(5) En effet, comparée à ce qu'elle était en 1975, la somme allouée par l'Etat au soutien des prix des produits de première nécessité a été divisée par 4 en 1978 (900 millions DA au lieu de 3 460 millions). Voir l'article *Défendre le salaire et non l'économie nationale* dans *El-oumami* n°1.

Koweit : une grève exemplaire

Vers la fin du mois de mai, les dockers et employés des ports koweitiens se sont mis en grève illimitée pour revendiquer des augmentations de salaire. Tous immigrés, en majorité Indiens et Pakistanais, ils ont ainsi bravé avec un courage exemplaire une campagne intense visant à l'expulsion de bon nombre d'entre eux (voir à propos de la campagne anti-immigré dans le Golfe la note parue dans *Le Prolétaire* n° 291). Quelle audace n'a-t-il pas fallu à ces ouvriers pour déclencher une telle grève quand on sait que leur titre de séjour est directement lié à l'entreprise qui les embauche ! Mais les conditions particulièrement ignobles dans lesquelles le capitalisme les fait trimer font qu'ils n'ont rien à perdre que leurs chaînes.

La revue pro-gouvernementale *Al-Nahda* commente cette grève dans son numéro du 2/6/79 et donne de longues citations de la déclaration du PDG de la société koweitienne des ports, M. Ibrahim Mekki, qui sont très révélatrices.

Dans un article sur la grève des dockers intitulé *Un phénomène dangereux*, le PDG déclare : "*Nous devons considérer cette initiative (la grève) avec une extrême méfiance. Car la méthode qu'ils ont utilisée pour déclencher leur grève est inadmissible localement et internationalement. Même dans les pays où les syndicats exercent une pression, les conventions obligent les ouvriers à donner un préavis pour que les patrons puissent reconsidérer leur politique et s'entendre avec les ouvriers. Ici, les grévistes ont en même temps annoncé leurs revendications et se sont mis en grève, sans laisser aux directions le temps de réfléchir. Ce qui a provoqué la panique chez les directeurs koweitiens.*"

Mais ce qui préoccupe le plus les bourgeois, c'est que les ouvriers s'organisent : "*Il faudrait savoir si les ouvriers indiens et pakistanais et même les autres ne sont pas organisés syndicalement de façon clandestine. La grève montre qu'ils sont bien organisés, que leur direction invisible est en mesure de les diriger et de les orienter de jour en jour*".

La revue s'étend ensuite sur le danger que peut représenter la grève à l'avenir si elle devient un moyen courant pour régler les conflits, sur le pourquoi de l'interdiction des syndicats dans le pays : "*Des ouvriers de plus de 100 nationalités travaillent ensemble au Koweit. Il est difficile de prévoir les problèmes qui peuvent naître entre nationalités dans une même organisation syndicale* (!), *ceci sans évoquer les moyens qu'une telle organisation peut employer avec les patrons et ce que cela impliquera comme dégâts pour les projets et les sociétés existantes ou en période de construction*".

C'est la force de travail des ouvriers qui fait marcher la société capitaliste. C'est aussi leur force qui est susceptible de détruire cette société et de faire naître la leur. C'est cette force-là qui fait trembler les bourgeois, anciens et modernes, chaque fois que le spectre de cette force pointe à l'horizon. Saluons la magnifique grève de nos frères de classe au Koweit. Notre solidarité avec leur lutte consiste à prendre exemple sur leur courage, à préparer l'organisation indépendante du prolétariat de tous les pays, qui intègrera tous les élans généreux de la classe dans tous les continents vers un même effort révolutionnaire pour en finir avec le monde infâme du capital.

LA SIGNIFICATION DES LUTTES REVENDICATIVES DANS LA PERSPECTIVE MARXISTE

La montée remarquable des luttes ouvrières au Maghreb dont témoignent les riches événements que vient de connaître le Maroc nous offre l'occasion de revenir sur la signification des luttes revendicatives dans la perspective du marxisme révolutionnaire (1).

C'est la raison pour laquelle nous avons jugé utile de reprendre deux textes classiques qui éclairent de manière complémentaire le problème de la portée et des limites de la lutte de défense prolétarienne. Il va sans dire que ces deux textes abordent également la question de l'attitude du parti de classe révolutionnaire qui consiste à dépasser la lutte immédiate, non pas en la niant, mais en *l'intégrant* pour en faire, conformément à notre doctrine, un terrain de préparation révolutionnaire du prolétariat et de sélection des forces révolutionnaires qui auront à livrer la bataille finale contre le capitalisme.

Le premier est un texte de *Lénine* datant de 1899, époque de la naissance du mouvement ouvrier en Russie. Il aborde la question de l'appréciation donnée par le marxisme de la grève, arme fondamentale dans la lutte de défense prolétarienne. Lénine montre dans ce texte comment "chaque grève rappelle aux capitalistes que ce ne sont pas eux les vrais maîtres, mais les ouvriers qui proclament de plus en plus hautement leurs droits". Contrairement à l'idée courante qui voudrait limiter la dimension de la grève au simple niveau "économique", Lénine soutenait que "la grève n'ouvre pas seulement les yeux des ouvriers en ce qui concerne les capitalistes ; elle les éclaire aussi sur le gouvernement et sur les lois".

La grève n'étant qu'"école de guerre" pour reprendre la vieille expression d'Engels, Lénine remarque tout naturellement qu'elle n'est pas "la guerre elle-même" en ce sens que "les grèves sont *un* des moyens de lutte de la classe ouvrière pour son affranchissement, mais pas le seul". Il s'ensuit le besoin d'intégrer ces luttes dans le cadre d'une lutte générale contre le capitalisme qui est *lutte de parti* et suppose donc l'intervention consciente du parti de classe. "Seul un parti ouvrier socialiste peut livrer ce combat, en diffusant parmi les ouvriers des notions justes sur le gouvernement et sur la cause ouvrière".

Le deuxième texte émane de la *gauche italienne*• et fut écrit en 1913 pour clarifier la question de l'attitude que doivent prendre les communistes révolutionnaires vis-à-vis du mouvement revendicatif et syndical de la classe ouvrière. Il témoigne de la continuité de la position marxiste correcte dans ce domaine et montre que même lorsqu'existe une forte tradition révolutionnaire, le parti ne dédaigne pas les luttes suscitées par des intérêts partiels et immédiats.

Il commence par affirmer l'opposition catégorique du marxisme à tous ceux qui dédaignent le difficile travail dans les organisations immédiates de travailleurs : "Quiconque est marxiste ne peut mépriser le mouvement ouvrier", quel que soit le degré d'arriération sociale ou politique dans laquelle peut se trouver momentanément ce dernier.

Il montre comment la conscience du prolétariat - contrairement au cas exceptionnel des intellectuels révolutionnaires qui ont épousé la cause du communisme en reniant les intérêts de leur classe - suit nécessairement son action économique, "la transformation mentale d'une classe comme le prolétariat n'est pas aussi facile, parce que l'infériorité et la dépendance économique, le manque de culture, la difficulté à saisir le côté général d'un problème ont engendré chez elle une résignation et une indifférence devant les injustices et les inégalités sociales que seules la grande industrie, la nécessité de s'organiser pour défendre ses intérêts et l'éducation socialiste peuvent extirper définitivement".

Le texte est catégorique en ce qui concerne les utopistes petits-bourgeois qui sont impatients de voir la lutte économique des ouvriers se transformer en lutte politique révolutionnaire : "Personne n'a le droit d'exiger que le prolétariat soit dès aujourd'hui ce qu'il deviendra un jour". Par contre, on y trouve rappelées les tâches que s'assigne, en toutes circonstances, le parti pour se préparer et pour préparer les masses à affronter dans les meilleures conditions possibles l'explosion sociale sur laquelle débouchera nécessairement le développement des contradictions du capitalisme.

(1) Selon un document officiel du Ministère du Travail, il y aurait eu en Algérie, durant l'année 1977, 332 grèves dont 129 dans le secteur "public" et 203 dans le secteur "privé". Quelque [illegible] travailleurs auraient participé à ces grèves. Pour avoir une idée du développement des luttes ouvrières en Algérie, notons qu'en 1973 il y aurait eu [illegible] grèves dans les deux secteurs avec la participation de [illegible] travailleurs.

• La gauche italienne : courant marxiste révolutionnaire qui s'est développé avant la première guerre mondiale au sein du Parti Socialiste Italien. Avant même qu'il y ait une liaison formelle entre les deux courants, les positions de la Gauche italienne convergèrent avec celles des bolchéviks sur toutes les questions essentielles : Lutte contre le réformisme et l'anarchisme, proclamation du *défaitisme révolutionnaire* face à la guerre impérialiste, dénonciation de toutes les formes de centrisme qui tentait d'éviter la scission au sein des partis de la IIème Internationale sous le couvert de l'argument mensonger de l'"unité", etc. Au congrès du PSI qui se tint à Livourne en janvier 1921, la Gauche fonde le Parti Communiste d'Italie qu'elle dirige jusqu'en février 1923. Durant ces années difficiles, on peut dire que la Gauche italienne constitua le prolongement du bolchévisme compris comme restauration intégrale du marxisme en luttant contre les premières manifestations de l'opportunisme au sein de l'Internationale Communiste. A partir de 1926, la Gauche a combattu parallèlement à l'Opposition russe la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre - révolution stalinienne dans toutes ses manifestations. C'est sur la base du patrimoine historique défendu par la Gauche italienne durant plusieurs décennies que naquit notre petit parti dans les années 1951-52.

Lénine : A propos des grèves

"(...) Quel est le rôle des grèves (ou débrayages) dans la lutte de la classe ouvrière ? Pour répondre à cette question, nous devons d'abord nous arrêter un peu plus longuement sur les grèves. Si, comme nous l'avons vu, le salaire de l'ouvrier est déterminé par un contrat entre celui-ci et le patron, et si, en l'occurrence, l'ouvrier isolé se trouve complètement désarmé, il est évident que les ouvriers doivent nécessairement soutenir en commun leurs revendications, qu'ils doivent nécessairement organiser des grèves pour empêcher les patrons de réduire les salaires ou pour obtenir un salaire plus élevé. (...)

Mais les grèves, qui relèvent de la nature même de la société capitaliste, marquent le début de la lutte menée par la classe ouvrière contre cette organisation de la société. Lorsque les riches capitalistes ont en face d'eux des ouvriers isolés et nécessiteux, c'est pour ces derniers l'asservissement total. La situation change quand ces ouvriers nécessiteux unissent leurs efforts. Les patrons ne tireront aucun profit de leurs richesses s'ils ne trouvent pas des ouvriers acceptant d'appliquer leur travail à l'outillage et aux matières premières des capitalistes et de

(suite page 9)

LA SIGNIFICATION DES LUTTES REVENDICATIVES DANS LA PERSPECTIVE MARXISTE

(suite de la page 8)

produire de nouvelles richesses. Quand des ouvriers isolés ont affaire aux patrons, ils restent de véritables esclaves voués à travailler éternellement au profit d'autrui pour une bouchée de pain, à demeurer éternellement des mercenaires dociles et muets. Mais lorsqu'ils formulent en commun leurs revendications et refusent d'obéir à ceux qui ont le sac bien garni, ils cessent d'être des esclaves, ils deviennent des êtres humains, ils commencent à exiger que leur travail ne serve plus seulement à enrichir une poignée de parasites, mais permette aux travailleurs de vivre humainement. Les esclaves commencent à exiger de devenir des maîtres, de travailler et de vivre non point au gré des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, mais comme l'entendent les travailleurs eux-mêmes. Si les grèves inspirent toujours une telle épouvante aux capitalistes, c'est parce qu'elles commencent à ébranler leur domination. "Tous les rouages s'arrêteront, si ton bras puissant le veut", dit de la classe ouvrière une chanson des ouvriers allemands. En effet : les fabriques, les usines, les grandes exploitations foncières, les machines, les chemins de fer, etc., etc., sont pour ainsi dire les rouages d'un immense mécanisme qui extrait des produits de toutes sortes, leur fait subir les transformations nécessaires et les livre à l'endroit voulu. Tout ce mécanisme est actionné par *l'ouvrier*, qui cultive la terre, extrait le minerai, produit des marchandises dans les fabriques, construit les maisons, les ateliers, les voies ferrées. Quand les ouvriers refusent de travailler, tout ce mécanisme menace de s'arrêter. Chaque grève rappelle aux capitalistes que ce ne sont pas eux les vrais maîtres, mais les ouvriers, qui proclament de plus en plus hautement leurs droits.

(...) La grève aide les ouvriers à prendre conscience de leur propre force et de celle des patrons ; elle les habitue à penser non pas seulement à leur propre patron et à leurs camarades les plus proches, mais à tous les patrons, à toute la classe des capitalistes et à toute la classe ouvrière. Lorsqu'un fabricant, qui a amassé des millions grâce au labeur de plusieurs générations d'ouvriers, refuse la moindre majoration de salaire ou tente même de le réduire encore plus et, en cas de résistance, jette sur le pavé des milliers de familles affamées, les ouvriers voient clairement que la classe capitaliste dans son ensemble est l'ennemie de la classe ouvrière dans son ensemble, qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et leur union. Il arrive très souvent que le patron s'emploie de son mieux à tromper les ouvriers, à se faire passer pour leur bienfaiteur, à dissimuler son exploitation des ouvriers par une aumône dérisoire, par des promesses fallacieuses. Chaque grève détruit toujours, d'un coup, tout ce mensonge ; elle montre aux ouvriers que leur "bienfaiteur" est un loup déguisé en mouton.

Mais la grève n'ouvre pas seulement les yeux des ouvriers en ce qui concerne les capitalistes ; elle les éclaire aussi sur le gouvernement et sur les lois. De même que les fabricants veulent se faire passer pour les bienfaiteurs des ouvriers, les fonctionnaires et leurs valets veulent persuader ces derniers que le tsar et son gouvernement agissent en toute équité, avec un égal souci du sort des patrons et des ouvriers. L'ouvrier ne connaît pas les lois, il n'a pas affaire aux fonctionnaires, surtout à ceux d'un rang supérieur, et c'est pourquoi il ajoute souvent foi à tous ces propos. Mais voilà qu'éclate une grève. Procureur, inspecteur de fabrique, police, souvent même la troupe, se présentent à la fabrique. Les ouvriers apprennent qu' ils ont contrevenu à la loi : la loi autorise les fabricants à se réunir et à discuter ouvertement des moyens de réduire les salaires des ouvriers, mais elle fait un crime à ces ouvriers de se concerter en vue d'une action commune ! Ils sont expulsés de leurs logements ; la police ferme les boutiques où ils pourraient acheter des aliments à crédit ; on cherche à dresser les soldats contre les ouvriers, alors même que ceux-ci restent bien calmes et pacifiques. (. . .) L'ouvrier commence à se rendre compte que les lois sont faites dans l'intérêt exclusif des riches, que les fonctionnaires aussi défendent l'intérêt de ces derniers, que la classe ouvrière est bâillonnée et qu'on ne lui laisse pas même la possibilité de faire connaître ses besoins, que la classe ouvrière doit de toute nécessité conquérir le droit de grève, le droit de publier des journaux ouvriers, le droit de participer à la représentation nationale, laquelle doit promulguer les lois et en assurer l'exécution. Et le gouvernement comprend fort bien lui-même que les grèves dessillent les yeux aux ouvriers ; c'est pourquoi il les craint tant et s'efforce à tout prix de les étouffer le plus vite possible.

(...) Ainsi donc, les grèves apprennent aux ouvriers à s'unir ; elles leur montrent que c'est seulement en unissant leurs efforts qu'ils peuvent lutter contre les capitalistes ; les grèves apprennent aux ouvriers à penser à la lutte de toute la classe ouvrière contre toute la classe des fabricants et contre le gouvernement autocratique , le gouvernement policier. C'est pour cette raison que les socialistes appellent les grèves "l'école de la guerre", une école où les ouvriers apprennent à faire la guerre à leurs ennemis, en vue d'affranchir l'ensemble du peuple et tous les travailleurs du joug des fonctionnaires et du capital.

Mais "l'école de la guerre", ce n'est pas encore la guerre elle-même. Lorsque les grèves se propagent largement parmi les ouvriers, certains d'entre eux (et quelques socialistes) en viennent à s'imaginer que la classe ouvrière peut se borner à faire grève, à organiser des caisses et des associations pour les grèves, et que ces dernières à elles seules suffisent à la classe ouvrière pour améliorer sérieusement sa situation, voire pour réaliser son émancipation. Voyant la force que représentent l'union des ouvriers et même des grèves de faible envergure, certains pensent qu'il suffirait aux ouvriers d'organiser une grève générale s'étendant à l'ensemble du pays pour obtenir des capitalistes et du gouvernement tout ce qu'ils désirent. Cette opinion a été également celle des ouvriers d'autres pays, alors que le mouvement ouvrier n'en était qu'à ses débuts et manquait tout à fait d'expérience. *Mais cette opinion est fausse.* Les grèves sont *un* des moyens de lutte de la classe ouvrière pour son affranchissement, mais pas le seul ; et si les ouvriers ne portent pas leur attention sur les autres moyens de lutte, ils ralentiront par là la croissance et les progrès de la classe ouvrière. En effet, pour assurer le succès des grèves, il faut des caisses afin de faire vivre les ouvriers pendant la durée du mouvement. Ces caisses, les ouvriers en organisent dans tous les pays (généralement dans le cadre d'une industrie donnée, d'une profession ou d'un atelier) ; mais chez nous, en Russie, la chose est extrêmement difficile, car la police les traque, confisque l'argent et emprisonne les ouvriers. Il va de soi que les ouvriers savent aussi déjouer la police, que la création de ces caisses est utile, et nous n'entendons pas la déconseiller aux ouvriers. Mais on ne peut espérer que ces caisses ouvrières, interdites par la loi, puissent attirer beaucoup de membres ; or, avec un nombre restreint d' adhérents, elles ne seront pas d'une très grande utilité. Ensuite, même dans les pays où les associations ouvrières sont libres et disposent de fonds très importants, même dans ces pays la classe ouvrière ne saurait se borner à lutter uniquement par des grèves. Il suffit d'un arrêt des affaires dans l'industrie (d'une crise comme celle qui se dessine actuellement en Russie) pour que les fabricants provoquent eux-mêmes des grèves, parce qu'ils ont parfois intérêt à faire cesser momentanément le travail, à ruiner les caisses ouvrières. Aussi les ouvriers ne peuvent-ils pas se borner exclusivement aux grèves et aux formes d'organisation qu'elles impliquent. En second lieu, les grèves n' aboutissent que là où les ouvriers sont déjà assez conscients, où ils savent choisir le moment propice, formuler leurs revendications, où ils sont en liaison avec les socialistes pour se procurer ainsi des tracts et des brochures. Or , ces ouvriers sont encore peu nombreux en Russie, et il est indispensable de tout faire pour en augmenter le nombre, pour initier la masse des ouvriers à la cause ouvrière, pour les initier au socialisme et à la lutte ouvrière (1). Cette tâche doit être assumée en commun par les socialistes et les ouvriers conscients, qui formeront à cet effet un parti ouvrier socialiste. En troisième lieu, les grèves montrent aux ouvriers, comme nous l'avons vu, que le gouvernement est leur ennemi, qu'il faut lutter contre lui. Et , dans tous les pays, les grèves ont en effet appris progressivement à la classe ouvrière à lutter contre les gouvernements pour les droits des ouvriers et du peuple tout entier. Ainsi que nous l'avons dit tout à l'heure, seul un parti ouvrier socialiste peut livrer ce combat, en diffusant parmi les ouvriers des notions justes sur le gouvernement et sur la cause ouvrière. (...) Des grèves isolées les ouvriers

(suite page 10)

LA SIGNIFICATION DES LUTTES REVENDICATIVES DANS LA PERSPECTIVE MARXISTE

(suite de la page 9)

peuvent et doivent passer et passent effectivement dans tous les pays à la lutte de la classe ouvrière tout entière pour l'émancipation de tous les travailleurs. Lorsque tous les ouvriers conscients deviennent des socialistes, c'est-à-dire qu'ils aspirent à cette émancipation, lorsqu'ils s'unissent à travers tout le pays pour propager le socialisme parmi les ouvriers, pour enseigner aux ouvriers tous les procédés de lutte contre leurs ennemis ; lorsqu'ils forment un parti ouvrier socialiste luttant pour affranchir tout le peuple de l'oppression gouvernementale et pour émanciper tous les travailleurs du joug du Capital, alors seulement la classe ouvrière adhère sans réserve au grand mouvement des ouvriers de tous les pays, qui rassemble tous les ouvriers et arbore le drapeau rouge avec ces mots : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !"

(1) Du point de vue des conditions générales auxquelles se trouve confrontée aujourd'hui la classe ouvrière, le parallélisme entre la Russie du 19ème siècle et le Maghreb actuel est intéressant du fait de l'interdiction de l'associationnisme ouvrier élémentaire.

Parti de classe et organisation ouvrière

La dernière publication de la C.G.L.* contient une allusion très nette aux "super-socialistes" qui "dénigrent le mouvement ouvrier". Nous , marxistes révolutionnaires, nous nous sentons si loin de ces super-socialistes que non seulement nous ne croyons pas que cette dure critique soit dirigée contre nous, mais que nous la partageons et que nous n'aurons pas de termes assez énergiques pour désigner ceux qui mériteraient vraiment l'accusation de mépriser le mouvement ouvrier. Pourtant - et précisément pour cette raison - il ne nous semble pas superflu de revenir sur ce sujet...

La C.G.L. a raison quand elle dit que quiconque est marxiste ne peut mépriser le mouvement ouvrier. Il ne peut le mépriser, parce qu'il le comprend, le matérialisme historique n'étant rien d'autre que "la lumière théorique projetée sur le mouvement prolétarien". Le socialisme est passé de l'utopie à la science précisément lorsqu'il a adopté la méthode consistant à s'attacher à comprendre et à résoudre la question sociale, à appliquer le critère de la causalité aux phénomènes de la vie sociale. C'est le socialisme scientifique qui a démontré pourquoi le prolétariat organisé en parti de classe est appelé à devenir l'artisan de la révolution sociale ; de la même façon, il explique pourquoi le prolétariat est aujourd'hui ce qu'il est et ne pourrait pas être autrement. Ceux qui critiquent le mouvement ouvrier tombent souvent dans une erreur grossière quand ils jugent les masses à leur échelle personnelle, oubliant l'énorme différence psychologique qui ne peut pas ne pas exister entre les rebelles appartenant à la bourgeoisie ou la petite-bourgeoisie et les travailleurs en tant que membres de la classe exploitée. Les voies qui les conduisent les uns et les autres au socialisme sont bien différentes. Les rares intellectuels qui abandonnent la bourgeoisie pour passer au socialisme le font grâce à leurs études, grâce à une révolte individuelle contre les injustices et les privilèges, et leur esprit n'a pas de peine à concevoir le passage de la société fondée sur le privilège à la société socialiste.

Il s'agit, comme nous l'avons souligné, de cas exceptionnels, d'individus qui, pour une raison ou une autre, renient les intérêts et l'idéologie de la classe dans laquelle ils sont nés. La transformation mentale d'une classe comme le prolétariat n'est pas aussi facile, parce que l'infériorité et la dépendance économique, le manque de culture , la difficulté à saisir le côté général d'un problème ont engendré chez elle une résignation et une indifférence devant les injustices et les inégalités sociales que seules la grande industrie, la nécessité de s'organiser pour défendre ses intérêts et l'éducation socialiste peuvent extirper définitivement. Si l'on tient compte des conditions sociales et donc aussi morales et intellectuelles dans lesquelles vivent les masses, on n'a pas à s'étonner de l'égoïsme ou de l'indifférence que manifestent certains syndicats de métier ; ce qui est étonnant au contraire, c'est qu'ils ne soient pas pires.

Selon nous, le premier devoir de l'intellectuel qui veut servir la cause du prolétariat est de se dépouiller de sa propre psychologie bourgeoise et de faire en sorte de s'assimiler la psychologie du prolétariat. La bourgeoisie comme classe ne peut pas y parvenir - seuls le peuvent les transfuges de la bourgeoisie qui sont bien pénétrés du sérieux de la tâche qu'ils assument et de la modestie de leur contribution au mouvement prolétarien. Il suffit pour cela qu'ils étudient, qu'ils observent et qu'ils disciplinent leur pensée et leur action, qu'ils l'identifient avec la pensée et l'action du prolétariat, c'est-à-dire de la classe qui, pour sortir de son asservissement et parvenir à la conscience de ses droits, à la compréhension des rapports sociaux, à la conviction qu'une société fondée sur l'égalité des droits et des devoirs de tous ses membres remplacera l'actuelle organisation sociale, devra accomplir des efforts héroïques et surmonter quotidiennement d'innombrables obstacles intérieurs et extérieurs.

Tout ce qui entoure le travailleur, tout ce qu' on cherche à lui inculquer tend à perpétuer et développer en lui l'égoïsme, la résignation, l'indifférence à l'égard des injustices sociales. L'ambiance dans laquelle se déroule la vie des masses est la lutte pour l'existence, la concurrence effrénée entre affamés, la nécessité de vendre sa force de travail aux patrons dont l'offre est la moins mauvaise, la peur du chômage, les soucis économiques continuels ; c'est de là (sans compter l'influence délétère du travail exténuant, de la sous-alimentation, de l'alcoolisme et des innombrables autres facteurs qui démoralisent et oppriment la classe travailleuse) que résultent leur incapacité à élever leur pensée au-dessus de la lutte pour le pain quotidien et l'autorité qu'exercent sur elles les supérieurs, l'éducation religieuse et militariste, etc.

On ne peut accuser d'égoïsme et de manque d'élan révolutionnaire celui qui ne sent même pas le besoin d'améliorer ses propres conditions d'existence, qui n'éprouve ni révolte ni mécontentement et qui ne songe même pas à défendre ses droits individuels les plus élémentaires. Faire en sorte de développer dans le prolétariat l'aspiration à la liberté et l'égalité sociales les plus absolues et de le rendre intolérant à l'égard de toute injustice, quelle qu'elle soit, est le devoir le plus élémentaire de tout socialiste, mais personne n'a le droit d'exiger que le prolétariat soit dès aujourd'hui ce qu'il deviendra un jour.

Le vouloir serait faire abstraction des conditions dans lesquelles il vit, créer des utopies. Or toute utopie est selon nous une aspiration petite-bourgeoise et non pas la manifestation d'une volonté effective, car une telle volonté sait comprendre les obstacles et elle les affronte pour les surmonter.

Le prolétariat n'a pas besoin d'utopies parce que c'est lui qui fait l'histoire et que l'histoire contient en germe la solution la plus révolutionnaire et montre la voie qui conduit à cette solution.

Ce qui n'aurait pu être réalisé par aucun autre moyen est réalisé grâce à la grande industrie. C'est elle qui pousse le prolétariat à s'organiser, ce sont les antagonismes qu'elle crée qui suscitent le mécontentement dans les masses et les poussent à l'union. La stimulation qui pousse les prolétaires à se forger une conscience de classe est toujours égoïste à l'origine. Mais si elle l'est du point de vue subjectif, elle cesse de l'être quand on considère le résultat objectif de tous les efforts des individus pour

(suite page 11)

* CGL : Confédération Générale du Travail, centrale syndicale italienne de l'époque.

Le CLTA ou les derniers Mohicans de l'«indépendance nationale»

L'intégration croissante du jeune capitalisme algérien dans les filets du marché capitaliste international ne peut signifier pour la petite et moyenne bourgeoisie autre chose que la ruine et la déchéance (1).

La masse des intellectuels ne peut évidemment échapper à cette règle. C'est là qu'on peut trouver la racine matérielle des jérémiades petites-bourgeoises sur la "*révolution confisquée*", "*l'avenir de la nation hypothéqué*", "*notre*" *système de formation et de sélection "américanisé"* qui font la une de la presse des courants petits-bourgeois type PRS. Mais ce dernier est loin d'être seul dans son cas.

C'est ainsi que près de deux décennies nous séparent de l'accession de l'Algérie à l'indépendance politique et pourtant les trotskystes du CLTA (tendance lambertiste) soutiennent toujours que les tâches démocratiques "*demeurent au centre du combat de la Nation algérienne opprimée*" (2). Passons sur l'oppression de la "nation" algérienne, toutes classes confondues ! Poussant jusqu'à l'absurde la caricature que font tous les épigones de Trotsky de la *théorie de la révolution permanente*, le CLTA en arrive à soutenir la proposition suivante :

"*La bourgeoisie algérienne, comme toutes les bourgeoisies "nationales" des "pays arriérés" est incapable d'accomplir, de combattre jusqu'au bout pour la réalisation de la Nation algérienne, c'est-à-dire pour la réalisation des tâches démocratiques au premier rang desquelles, comme le formule le programme de transition, se trouvent l'indépendance nationale et la réforme agraire*" (id.).

Au mépris de la réalité historique, les trotskystes du CLTA de conclure : "*L'indépendance nationale reste toujours à conquérir*", et de proposer au prolétariat le programme tracé par Trotsky aux prolétaires chinois, indiens et ceux des pays arriérés en général en 1938 : les tâches démocratiques "*reviennent historiquement aujourd'hui au prolétariat*", "*se conduisant comme chef de la nation opprimée*" et entraînant derrière lui les masses opprimées sur le "*programme démocratique-révolutionnaire*" !!!

Sans entrer dans la critique du "programme de transition" de Trotsky, nous essaierons de montrer brièvement comment les trotskystes sont arrivés à tourner le dos à l'ABC du marxisme dans la question nationale. Pour cela, il est intéressant de se poser la question suivante : Sur quoi s'appuient les trotskystes pour soutenir une thèse aussi ridicule que celle qui consiste à appeler les travailleurs à lutter pour la "constitution de la nation" en Algérie ? (3)

Nous pouvons trouver une réponse quand les trotskystes du CLTA parlent des accords d'Evian, considérés en leur temps par notre parti comme une formidable renonciation politique de l'aile modérée du mouvement national algérien. Le CLTA affirme pour sa part qu'"*en garantissant le contrôle à 80% du marché algérien par l'impérialisme français*", les accords d'Evian "*scellent les liens de dépendance, de subordination à celui-ci*", ce qui n'est pas la même chose.

Le CLTA fait preuve en effet d'une incompréhension totale de la conception qu'a toujours eue le marxisme de l'indépendance et de la formation de l'Etat-nation. La critique marxiste de l'économie bourgeoise et en particulier le travail de Lénine sur l'impérialisme reposent sur cette considération fondamentale que "*plus les caractéristiques spécifiques du marché apparaissent nettement, plus aussi toute l'économie de ce dernier s'insère dans la division internationale du travail et plus donc augmente de ce fait sa "dépendance" de l'étranger*" (4).

"*Du point de vue des rapports entre nationalités*", écrivait Lénine dans "Sur le droit d'autodétermination des nations" en 1914, "*l'Etat national offre incontestablement les meilleures conditions pour le développement du capitalisme. Cela ne signifie évidemment pas qu'un tel Etat, sur le terrain des rapports bourgeois, exclut l'exploitation et l'oppression des nations. Cela veut dire seulement que des marxistes ne peuvent perdre de vue les puissants facteurs économiques qui engendrent les tendances à la création d'Etats nationaux. Cela veut dire que dans le programme des marxistes, la "libre disposition des nations" ne peut avoir, du point de vue historico-économique, d'autre signification que la libre disposition politique, l'indépendance en tant qu'Etat, la formation d'un Etat national*".

Incapables de se tenir sur un terrain autre que celui des revendications "démocratiques" qui intéressent *toutes* les classes et par conséquent incapables d'émettre une critique du capitalisme qui ne soit pas *en même temps* une pleurnicherie de philistin sur le "diktat" et la "dictature" de l'impérialisme, les trotskystes du CLTA crient à qui veut bien les entendre : Tous ceux qui soutiennent que la révolution démocratique a été réalisée en Algérie applaudiraient, de ce fait, aux mensonges du régime et des staliniens !

Ce faisant, le CLTA se situe dans la lignée de ceux-là mêmes qui accusaient au siècle dernier Marx et Engels de faire l'apologie... du capitalisme ! Nous serons sans doute les derniers à reprocher aux petits-bourgeois leur incompréhension totale de la conception dialectique sur laquelle repose le marxisme révolutionnaire. Mais faisons cependant cette remarque : s'il y a bien un argument ressassé jusqu'à l'écoeurement par les staliniens du PAGS pour justifier toute leur politique fondée sur la collaboration ouverte avec l'Etat bourgeois dans le cadre de l'application de leur "*front uni anti-impérialiste*", c'est justement celui de la nécessité de "*parachever la révolution nationale-démocratique*" !

Sachant avec Lénine que l'époque impérialiste "*n'est pas seulement caractérisée par les deux groupes principaux de pays : possesseurs de colonies et pays coloniaux, mais encore par des formes variées de pays dépendants qui, nominalement, jouissent de l'indépendance politique, mais qui, en réalité, sont pris dans les filets d'une dépendance financière et diplomatique*" (5), nous n'avons pas besoin de pousser des cris d'horreur et d'indignation quand nous assistons à la pleine réalisation de la tendance naturelle des grands impérialismes à s'assujettir les petites et les moyennes nations.

(suite page 13)

LA SIGNIFICATION DES LUTTES REVENDICATIVES DANS LA PERSPECTIVE MARXISTE

(suite de la page 10)

améliorer leurs conditions d'existence. Ce résultat est utile à toute la classe travailleuse, l'effort individuel se convertit en effort collectif, l'égoïsme devient altruisme parce que peu à peu il devient plus clair aux yeux de chacun que sa cause est la cause commune à tous les exploités. Quand le prolétariat acquiert cette conscience, il accomplit journellement des actes d'héroïsme modestes en apparence, mais révolutionnaires en substance, et toute la lutte de classe moderne est une page sublime d'idéalisme, une page d'autant plus sublime qu'elle est écrite par les plus humbles et les plus résignés.

Les syndicats* représentent le premier pas dans le développement de la conscience de classe qui prépare le prolétariat au socialisme. Ils recrutent tous les travailleurs qui, sans être encore socialistes, visent à améliorer leurs conditions d'existence. Le devoir du parti de classe est de favoriser de toutes ses forces l'organisation économique des masses. Un devoir tout aussi élémentaire et urgent est de faire en sorte que, parallèlement à l'organisation syndicale des travailleurs, se développe une intense propagande socialiste pour que les masses sentent toujours plus impérieusement le besoin de la solidarité de tous les exploités, et aspirent à la libération totale, afin que ce qui n'est encore aujourd'hui que le rêve ardent de rares précurseurs devienne demain le désir conscient des multitudes.

* A l'époque, les syndicats, même quand ils étaient dirigés par les réformistes, connaissaient une vie de classe et ne pouvaient pas ne pas exprimer la tendance réelle à la défense contre les attaques du capitalisme. Tel n'est évidemment pas le cas des syndicats existant dans l'immigration ou, à plus forte raison, au Maghreb.

مكافحة العنصرية فعلاً

ننشر هنا مقتطفات من منشور وزعه مناضلونا في عدة مصانع وفي اماكن عملهم:

تصعّد البرجوازية الفرنسية ومعها برجوازيات جميع البلدان الهجمات المتعددة وعلى جميع الجبهات لزيادة حدة الاستغلال والقهر الذى تعاني منه الطبقة العاملة . ويتلقى العمال المهاجرين اقصى الضربات كونهم يشكلون اليوم الفصيل الاكثر تحرّكاً ونضالية .

فالقوانين الجديدة التي تم اقرارها او تلك التي يتم تحضيرها في المستقبل ستزيد اكثر فاكثر من تقييد وتحديد الهجرة . وستضع العمال المهاجرين في في حالة طوارئ دائمة عرضة للتفتيش والملاحقات وحجز الحريات . وما المعارضة اللفظية التي تقوم بها احزاب اليسار (Pc و PS) ومعها القيادات النقابية البيروقراطية الا غطاء لموافقتها الفعلية على تحديد ومراقبة الهجرة وعلى الحد من عدد الاجانب في البلديات التابعة لها .

ان من يوافق على تقييد ومراقبة الهجرة يقف عمليا مع تقوية جهاز البوليس وتعزيز القمع والطرد والابعاد أى مع ان يعيش المهاجرون في حالة طوارئ دائمة ورهيبة

في مجرى هذا النضال سيكون من الوهم والخطأ الفادح انتظار أى شيء من الاحزاب الانتهازية الاشتراكية – الامبريالية (Pc و PS) وكذلك من القيادات النقابية البيروقراطية التي تشارك الدولة في اعداد القوانين الموجهة ضد العمال المهاجرين (لجنة ديلمون مثلا) أو تطالب في البرلمان بادخال بعض التعديلات على هذه القوانين دون تغيير مضمونها المعادى للعمال المهاجرين والمتناسب مع الاحتياجات الاقتصادية للامبريالية الفرنسية (انظر مشاريع القوانين المقدمة من قبل هذه الاحزاب) .

يجب ايضا عدم الاعتماد على تلك اللجان والجمعيات التي تضم بداخلها خليطا كبيرا من التنظيمات على قواعد وبرامج شبه فارغة (SOS ضد الابعاد مثلا) والتي تكتفي بالاهتمام بحالات فردية متفرقة ، وتدعو « الرأى العام » للتحرك وتنادى باحترام « القوانين » و « العدالة » وكأنه هناك عدالة لصالح العمال في المجتمع البرجوازى

وعلى العمال ان لا يتأملوا أى شيء اطلاقا من تلك الجماعات « اصحاب النوايا الحسنة المعادين للعنصرية » ومن هؤلاء « الديمقراطيين » البرجوازيين الصغار – كلجنة المناوبة ضد الطرد – الذين يروجون لأفكار أخطر من العنصرية نفسها ، انهم يقسمون الفرنسيين الى فريقين : فهناك فريق العنصريين بشكل عام بدون أى تحديد طبقي ، وفريق آخر من غير العنصريين مع نفس الخلط والغموض الطبقي . ان هذه الحماقات التي يقدمونها علاجا هي ميتة أكثر من المرض نفسه ، ولا يمكن ان تخدم الا البرجوازية .

ان هذه اللجان والهيئات تعمل على جميع الاصعدة لطمس التناقض التناحرى بين البرجوازية والبروليتاريا ، وتلهث لكسب مساندة « الديمقراطيين » و « اصحاب النوايا الحسنة » والفرنسيين عموما" ، فتقوم بذلك بنفس الدعاية البرجوازية ولكن تحت غطاء شعبي براق . خاصة ان البرجوازية نفسها تقوم بحملة واسعة لما يسمى « الحوار » بين الفرنسيين والمهاجرين تحت ستار مكافحة العداء للسامية (حملة هولوكوست) .

يجب ان ندرك بان التوسّل والمطالبة الديمقراطية والانسانية لن تجبر الدولة البرجوازية وبوليسها ومحاكمها على التراجع . فلن نتمكن الا بالقوة من التصدى لتنفيذ هذه القوانين البرجوازية وكل الاجراءات التي تتسلط على العمال المهاجرين وكذلك على الطلاب الاجانب (مشروع بوني) . هذه القوة هي قوة الطبقة العاملة المنظمة والموحدة حول مطالبها المشتركة لمجموع الشغيلة .

ينبغي العمل على بناء التنظيمات القاعدية استنادا الى كل النضالات التي تنشب يوميا كنضال العمال ولجنة التنسيق في الاحياء الضربة ، ونضال عمال البريد ومراكز الفرز ، ونضال عمال الصلب ، الخ .. ويجب مساعدة هذه التحركات على ان تنتظم وتتوحد وتقيم اقوى العلاقات فيما بينها .

هذا العمل الدؤوب والمثابر هو السبيل الوحيد الذي يكفل كسر الحواجز التي تفصل بين قطاعات العمال . هذه الحواجز والفوارق التي سببتها سياسة التحريض الشوفينية للقيادات النقابية البيروقراطية والاحزاب الاصلاحية ، مما يفرض النضال بدون توقف وبدون تراجع ضد الدولة الفرنسية وخدمها الاشتراكيين – الامبرياليين والاشتراكيين – الشوفينيين .

– لنناضل من اجل الوحدة الطبقية بين العمال الفرنسيين والمهاجرين .
– لنناضل لبناء وحدة البروليتاريا الاممية في الصراع ضد الرأسمالية .

الشرق الأوسط

سلام أم إعداد للحرب ؟

تكشف الوقائع يوميا المضمون الحقيقي للسلام المصرى – الاسرائيلي المعقود تحت المظلة الاميركية . فالجيش المصرى اصبح يتمتع بحرية كبيرة في الحركة للممارسة دوره كدركي الامبريالية في افريقيا والجزيرة العربية . وقد أثبت ذلك بفعالية في زائير والسودان وعمان وحشد القوات على الحدود الليبية . ولكن جيش البرجوازية المصرية اصبح اليوم مطلق اليدين بشكل رئيسي لقمع انتفاضات العمال والفلاحين ومجموع الفقراء المصريين المكدسين في اكواخ القاهرة وفي الريف المعدوم ، والتي ستكون اكثر عنفا من انتفاضة يناير 1977 .

واما الجيش الاسرائيلي فقد اصبح بامكانه التحرك كما يشاء على الجبهة الشمالية الشرقية ويكثف قواته لمواجهة انتفاضات الفلسطينيين في الضفة والقطاع ويوسع حربه اليومية في لبنان مستخدما قوات سعد حداد كرأس حربة للسطرة على جنوب لبنان ، وتثبيت الحزام الامني نهائيا ، بعد ان عجزت قوات الامم المتحدة في تحقيق ذلك وقبلها الجيش السورى والبرجوازية اللبنانية .

ففي مواجهة تصعيد الحرب في جنوب لبنان يقف الجيش السورى متفرجا بل يضيق على تحرك قوات المقاومة ، أما قيادات منظمة التحرير والحركة الوطنية فتقرر سحب قواتها بحجة سخيفة وهي "عدم اعطاء اسرائيل ذريعة للاعتداء على الجنوب" ، وبهذا تفقد الحركة المسلحة في لبنان المجال الوحيد للتحرك بحرية نسبية وباستقلال عن ارادة الجيش السورى . ومن ناحيته يقوم ابو عمار بحجة تأمين جبهة عريضة ضد الخيانة باعطاء الملك حسين جزار عمان شهادات بالبراءة من دم خيرة المناضلين الفلسطينيين – الاردنيين . اما النظام العراقي فيقوم "بالتصدي" للمؤامرة الامبريالية بتوطيد تحالفه مع امراء السعودية والخليج وتصعيد القمع ضد العمال والمناضلين في العراق .

وهكذا تظهر النتائج الحقيقية لهذا السلام . انها مضاعفة الضغط العسكرى المباشر وغير المباشر على الطبقة العاملة وجماهير الفلاحين والفقراء في عموم المنطقة. فلم تكتفي الامبريالية الاميركية بمضاعفة تسليح مصر واسرائيل والسعودية ، فجهزت فرقة خاصة من مئة الف جندى مستعدين للتدخل في اية لحظة لحماية طرق البترول وتأمين المصالح الحيوية .

ان القوة القادرة على موجهة هذا الحشد الهائل للقوى المضادة للثورة ، هي وحدة الطبقة العاملة ومعها جميع المستغلين في المنطقة وتجاوز كل الحوجز القطرية والعرقية لشنّ المعركة ضد جبهة القوى الامبريالية وعملائها المحليين . وهذه الوحدة بحاجة ماسّة الى الدعم التام من بروليتاريا المراكز الامبريالية ، وفي المقدّمة بروليتاريا اميركا واوروبا .

ما يتميّز به حزبنا

المطالبة بالخط الذى ينطلق من ماركس الى لينين ، والى تأسيس الاممية الشيوعية ، و الحزب الشيوعي لايطاليا (ليفورن 1921)

نضال الحزب الشيوعي ضد انحطاط الاممية ضد نظرية "الاشتراكية في بلد واحد" وضد الثورة المضادة الستالينية ، رفض الجبهات الشعبية وكتل المقاومة

المهمة الصعبة الماثلة في ترميم المنهج والتنظيم الثوريين ، كل ذلك بالارتباط مع الطبقة العاملة وضد السياسة الشخصية والانتخابية .

Le CLTA ou les derniers Mohicans de l'«indépendance nationale»

(suite de la page 11)

De la même manière que Lénine a dû mener une bataille politique contre ceux qui croyaient combattre les monopoles en préconisant le retour au capitalisme de la " *libre concurrence*", nous devons aujourd'hui pour notre part combattre fermement tous les *marchands d'illusions* qui croient s'opposer aux monstres impérialistes en brandissant le drapeau réactionnaire d'une mythique "*indépendance économique*" même et surtout s'ils la dissimulent sous celui, plus trompeur, d'*indépendance* tout court.

La lutte contre l'exploitation capitaliste et la lutte contre la domination et le pillage impérialistes sont inséparables l'une de l'autre. A partir du moment où s'est déjà constitué l'Etat national qui donne tout son sens à la réalisation du marché national comme c'est le cas aujourd'hui de l'Algérie, la lutte anti-impérialiste, si elle n'est pas *subordonnée à la lutte pour la destruction du capitalisme* devient un instrument de duperie politique entre les mains de la bourgeoisie "nationale" dont tout le "radicalisme" se réduit à la recherche intéressée d'une *place au soleil* dans le marché des cannibales modernes, une recherche d'autant plus illusoire que les nations sont plus petites.

En 1938, le "*programme démocratique*", c'est-à- dire bourgeois, conservait *encore* un caractère révolutionnaire dans de vastes aires géographiques, ce qui signifiait que le prolétariat avait le devoir d'aider à la réalisation de ces revendications "démocratiques" et non pas qu'il devait s'organiser autour de ce programme qui ne doit *jamais* être confondu avec le sien, le programme communiste.

Pour lui, cette revendication de la nation ne peut jamais être considérée comme un but en soi, mais comme une *condition utile* à la destruction des vieux rapports sociaux et à sa lutte. Il s'agit avant tout de démolir, en brisant le joug national - et, dans le cas du Maghreb, le joug colonial - les obstacles à son propre développement comme classe, jamais d'avancer un programme national "positif".

L'idée d'un développement national "positif" est tout aussi étrangère à la conception du prolétariat qui a bien pour *seul* programme "positif" celui de *l'internationalisation* la plus complète de la vie sociale qu'inséparable sur le terrain du capitalisme de la lutte du *chacun pour soi*, à moins de tomber dans l'utopie petite-bourgeoise et réactionnaire de l'"*égalité des nations*" (6).

L'"intérêt suprême de la nation" est déjà une tromperie quand le prolétariat, au cours de son histoire , lutte pour la revendication nationale. Ce mot d'ordre devient carrément conservateur lorsque l'indépendance politique est réalisée et que le terrain est ainsi déblayé pour la lutte ouverte sans aucun retard possible entre bourgeoisie et prolétariat.

C'est pourquoi il est indispensable de combattre fermement les mythes de l'"*indépendance économique*" et de l'"*égalité des nations*" (surtout à l'époque de l'impérialisme!) qui font obstacle à la constitution de la *force indépendante de classe* du prolétariat.

Nous ne pouvons mieux conclure qu'en citant un de nos textes de la série *Thèses de la Gauche* datant précisément du second après-guerre qui voyait, parallèlement à la victoire des "démocraties alliées", se cristalliser *encore plus* cette "*ère impérialo-fasciste*" dans laquelle la superstructure du capitalisme poussera jusqu'à l'absurde sa tendance à s'appuyer désormais sur une "*constellation de grands Etats, maîtres des classes travailleuses des métropoles, des colonies et de tous les Etats mineurs de race blanche*", une ère où "*il sera plus exact de parler d'une oppression étatique, d'une vassalité des petits Etats bourgeois à l'égard de quelques grands Etats impérialistes* comparable à celle des propriétaires terriens et des néo-capitalistes des colonies *à l'égard des métropoles blanches*" :

"*Face à cette nouvelle forme du monde capitaliste, le mouvement prolétarien ne pourra réagir que s'il comprend qu'il ne faut pas regretter la fin de l'époque de tolérance libérale, d'indépendance et de souveraineté des petites nations. L'histoire n'offre qu'une seule voie pour éliminer toutes les exploitations, toutes les tyrannies et toutes les oppressions : l'action révolutionnaire, de classe, qui dans chaque pays, qu'il soit dominant ou dominé, dresse la classe travailleuse contre la bourgeoisie locale, en complète autonomie de pensée, d'organisation, d'attitude politique, d'action et de lutte ; l'action révolutionnaire qui regroupe les forces des travailleurs du monde entier dans un organisme unitaire dont l'action ne cessera pas avant le renversement complet des institutions capitalistes, se développant par-dessus les frontières, en temps de paix et en temps de guerre, dans des situations considérées comme normales ou comme exceptionnelles, prévues ou imprévues par les schémas philistins des traîtres opportunistes*" (7).

---

(1) Voir l' article : *L'après-Boumediène en Algérie* dans *El-oumami* n° 3, ainsi que l'article du présent numéro : *L'Algérie à l'heure de l'"infitah"*.

(2) *L'Etincelle* n° 4, août 1976. Toutes les citations du CLTA sont tirées de ce numéro (voir l'édito intitulé : *Le CLTA et la IVème Internationale*).

(3) Il est pour le moins curieux de voir aujourd'hui un groupe comme le CLTA soutenir la position suivant laquelle la lutte pour l'"indépendance nationale" est toujours à l'ordre du jour en Algérie, alors qu'il plonge ses racines dans un courant, l'OCI en l'occurrence, qui n'hésitait pas à écrire durant la révolution nationale algérienne : "*Les révolutionnaires conscients lutteront jusqu'au bout pour défendre contre les tueurs du FLN les authentiques révolutionnaires algériens*", ou encore : "*La direction du FLN, par son aventurisme, fournit admirablement aux ultras tous les éléments politiques et psychologiques pour continuer la guerre coloniale* " (*La Vérité*, n° 57, novembre 1957). Evidemment, par "*révolutionnaires authentiques*", le courant lambertiste entendait sans doute désigner les troupes du "général" Belounis : "*Il existe un mouvement de masse en Algérie: le MNA. Ce mouvement est le plus représentatif du peuple algérien. Il est essentiellement prolétarien, il a une doctrine socialiste bien établie, il contrôle la majeure partie des maquis, il est profondément démocratique et n'est inféodé à aucune puissance étrangère*" (*Commune*, juin 1957). Ailleurs, G. Bloch avait qualifié le MNA comme : "*ce qui existe aujourd'hui de plus proche comme parti de masse de ce que fut l'authentique parti bolchévik de Lénine et Trotsky* (!!)" (*La Vérité*, n° 57).

(4) Voir l' étude sur *La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme* parue dans notre revue théorique *Programme communiste*, n° 62, mars 1974.

(5) Lénine, *L' impérialisme, stade suprême du capitalisme*, éditions sociales, 1971, p. 119. Parlant de l'état de dépendance du Portugal, Etat indépendant et souverain, vis-à-vis de l'Angleterre, Lénine ajoutait : "*De tels rapports ont toujours existé entre petits et grands Etats, mais à l'époque de l'impérialisme capitaliste , ils deviennent un système général, ils font partie intégrante de l'ensemble des rapports régissant le "partage du monde", ils forment les maillons de la chaîne des opérations du capitalisme financier mondial*"(p.120).

(6) Dans ses *Notes critiques sur la question nationale*, Lénine écrivait:: "*La bourgeoisie peut bien essayer de tromper le peuple par toutes sortes de programmes nationaux "positifs". L'ouvrier conscient lui répondra : Il n'y a qu'une solution du problème national (pour autant d'ailleurs que ce problème puisse être résolu dans le monde du capitalisme, monde de lucre, des antagonismes et de l'exploitation) , à savoir le démocratisme conséquent* (qui signifie l'indépendance politique et la constitution d'un Etat national, NDLR), et Lénine poursuit un peu plus loin : "*Le réveil des masses sortant de la torpeur féodale est progressiste de même que leur lutte contre toute oppression nationale, pour la souveraineté de la nation. De là, le devoir absolu pour les marxistes de défendre le démocratisme le plus résolu et le plus conséquent dans tous les aspects du problème national. C'est là une tâche surtout négative. Le prolétariat ne peut aller au-delà quant au soutien du nationalisme, car plus loin commence l'activité "positive" de la bourgeoisie qui vise à renforcer le nationalisme*" (Oeuvres, T. 20, pp. 14 et 28).

(7) Il s'agit du texte *Guerres et crises opportunistes* dans la série des textes du PCI, éditions Programme communiste, p. 47 (en réimpression). On mettra utilement ce passage en rapport avec les passages de l'*Impérialisme* de Lénine cités plus haut (voir note 5). Les lecteurs intéressés par notre critique générale des positions des trotskystes de l'OCI peuvent se référer à notre article intitulé "*L'OCI ou l'éternelle hypocrisie du centrisme*" paru en 1972 dans notre bimensuel en langue française *Le prolétaire*, n°s 135 et 136.

(بقية ص 15)

حقا ان – كما كتب ذلك انجلز في "حالة الطبقة العاملة في انجلترا" :

"لتحطيم الهيمنة البرجوازية لابد من شيء اكثر من النقابات والاضرابات" . ولهذا بالفعل لا بد من حركة سياسية ومن حزب ومن التمرد والديكتاتورية . ولكن "لكون الاضرابات موجهة بالتحديد ، حتى وان كان ذلك بصفة غير كاملة ، ضد التزاحم ، ضد هذا العصب الحيوي للنظام الاجتماعي الراهن ، لهذا الامر بالتحديد فانها خطيرة للغاية على هذا النظام الاجتماعي" ، ولان النتاج الفعلي للنضال ، مثلما يقول ذلك "البيان الشيوعي" ، هو اقل منه في النجاح الآني مما هو عليه في الاتحاد المتعاظم للعمال .

للتغلب التام على هذه المزاحمة والمنافسة ، وتجاوز التفرقة وفقد ان الوحدة في حركة ونشاط الجماهير العمالية وتوحيدها رغم تعدد جبهات النضال ، فان هذا لا يمكن ان ينجم الا عن حركة سياسية ، وهذا لا يمكن تحقيقه الا عبر نشاط الحزب الذي يُعطي للمجموع تجانسه وتوجهه ، اكثر من هذا : لا يمكن تحقيق هذا الامر حقاً سوى حينما تمنح ديكتاتورية البروليتاريا اقوى الوسائل السياسية والاقتصادية والثقافية التي ستسمح بتخفيف الاتجاهات المُبعدة عن المحور الأساسي داخل صفوف الطبقة العاملة ، بانتظار تلاشيها مع تلاشي الطبقات ذاتها . الا ان الشراسة التي تُبديها البرجوازية للقضاء على الحركة النقابية (حتى عن طريق ربطها بعجلة الدولة) وللتغلب على الاضرابات ، مُجازفةً حتى بأخطار خسران هائل للارباح ، تُرينا بجلاء هذا الخطر الكامن على المجتمع البرجوازي : أن انتظام والقوة ، حتى وان كانا جزئيين وغير كاملين ، الناجمين عن نضال الحركة النقابية ، يمكن لها ان تبدي للمستغلين الامكانيات التي تختزنها هذه الطريق .

النضال الاقتصادي . "مدرسة حرب للشيوعية"

بما ان مقاومة تعسف رأس المال اليومي تخص مبدئيا مجموع البروليتاريا ، فعلى الحركة النقابية الطبقية ان تتجه نحو تجميع اوسع الجماهير المستغلة المأجورة ونحو تجاوز المصالح الضيقة الفئوية ، لتركز جهودها على المصالح المادية المشتركة للعمال ، معطية اهتماما خاصا للشرائح العمالية الاكثر عوزا ، والتي منعت ظروف بالغة القسوة كل مقاومة منظمة لديهم (العمال المهاجرين ، العمال الزراعيين ، عمال الصناعات الصغيرة الخ ..) .

ان الحزب ، دون ان ينسى ابدا ان النضال النقابي يحارب بعض نتائج الاستغلال الراسمالي وليس اسبابه ، وانه لا يؤدي الا لتخفيف الالم دون معالجة الداء ، لايتّخذ ابدا من النضالات الاقتصادية هدفاً بحد ذاتها ، ويثقّف العمال بصفة ثابتة بفكرة أنّ الاستيلاء السياسي على السلطة هو الوحيد الذي سيتمكن من تهديم أسس الاستغلال نفسها . كل مبدأ آخر لا يمكن له الا وان يؤدي الى سياسة برجوازية تريد نيونية ، كما كان الامر بالنسبة "للحركة العمالية الانجليزية [التي] تدور منذ سنوات دونما ان تخرج من الحلقة الضيقة للاضرابات من اجل الأجر ومن أجل تخفيض ساعات يوم العمل ، معتبرة هذه الاضرابات لا كاجراءات مؤقتة ولا كوسيلة دعاوة وتنظيم ، بل كهدف نهائي [...] . ولا يمكن بالتالي اعتبارها حركة عمالية ، لانه عندما توجد اضرابات ، سواء كانت منتصرة ام لا فانها لا تقدم الحركة خطوة واحدة" (رسالة من انجلز الى برنشتين في 17 – 2 – 1879) .

للخروج بالنضالات الآنية من الحلقة الضيقة المذكورة ، ولجعلها وسيلة دعاوة وتنظيم ثوريين ، فمن الضروري تدخل الطليعة السياسية للطبقة لتعطي بنشاطها طاقة كافية لهذه النضالات ، طاقة ما كان لها ان تملكها ابدا دون هذا التدخل .

يمكن للنضالات الآنية ان تلعب ، في الفترات الثورية ، دوراً رئيسيا في تعبئة الجماهير الواسعة البروليتارية . ويمكن ، بل يجب على حزب التمرد والديكتاتورية ان يُدخلها في استراتيجية [illegible] الاستيلاء على السلطة .

لنفكر بفعاليتها [illegible] والتحريض ، وكافة توجيهات الحزب ، كرافعة لايقاظ الجماهير العمالية ، لنفكر على النضال ، في الوقت الذي تحارب فيه مسبقا شرائح اكثر تقدما من اجل اهداف سياسية ، بل وحتى تمردية ، لنفكر بقوة الاشلال وتفسيخ دفاع البرجوازية ، تلك القوة الهائلة التي يمثلها الاضراب العام للجماهير ، كمقدمة للتمرد .

مع ان الحزب يعمل التنظيمات الاكثر سعة ، وضد كل شرط سياسي لدخول العمال في النضالات والتنظيمات الاقتصادية ، فانه ينبذ ويحارب باصرار نظرية التحييد السياسي للنقابات . فالشيوعيون يكافحون ، وهذا مبدأ ، للاحراز على اوسع نفوذ في التنظيمات الطبقية وفي قيادتها . ان نظرية الحياد هي في صالح البرجوازية تماما وتسلّم الحركة النقابية الى السياسة العمالية للبرجوازية ، الى التريد نيونية ، الى الاصلاحية .

على ارضية [illegible] النقابية الخاصة ، وبتطويره لنشاطه – مُؤطّراً بكل حزم بمبادئه الاساسية [illegible] والتحريضي والتنظيمي والقيادي ، فان الحزب يستطيع ان يجعل من هذه الارضية ميدانا للاعداد الثوري ، "مدرسة حرب للشيوعية" .

ان هذه الاعتبارات ، بعيدا عن استنفاذ الموضوع ، يجب ان يتم ربطها بالعمل حول "المسالة النقابية" ، سواء على مستوى المنهج (تطور علاقات النقابة – الدولة البرجوازية ، العلاقات بين النقابة والدولة البروليتارية) او على مستوى التكتيك . هذه المسالة تمّ تطويرها في اعمال الحزب حول هذا الموضوع ، خاصة في "موضوعات حول التكتيك" (روما ، 1922) ، و "الحزب الثوري والنشاط الاقتصادي" (1951) ، وفي "الحزب امام المسالة النقابية" (1972) ، والتي نشرت بالتسلسل في : "دفاعا عن استمرارية البرنامج الشيوعي" ، البروليتار عدد 121 ، وفي مجلة البرنامج الشيوعي عدد 53–54 .

ان الثورة تتطلب الاعداد الاكثر جدّية ، وذلك لحجم العقبات والعدو الذي يجب التغلب عليه . يجب اعدادها علميّاً على مستوى المنهج والمبادئ والبرنامج ، وبحزم على مستوى التنظيم ، وذلك باعطاء الحزب بالتحديد المركزية والحدود المغلقة التي يتطلّبها كل مجرى النضال الثوري . يجب تحضيرها عبر النضال والجهد المتواصل من اجل تطوير نفوذ الحزب في صفوف الطبقة ، وبتعلّم فن النضال ، كما تتطلب التملّك التام لفنّ التمرد : اي صنع حزب اممي صلب ومجرب للنضال السياسي في كل الظروف . حينها وحينها فقط سيمكن للأزمات العميقة للراسمالية ان تتحول الى ثورة .

مشروع برنامج ... (بقيه)

(بقية ص 16)

تستعمل البرجوازية القمع المباشر والعلني وفي الوقت نفسه تحيك الاكاذيب محملة العمال المهاجرين مسؤولية البطالة ، وتروج بشكل خبيث شعار العودة الى الوطن وهي بذلك لاتسعى الى التخلص من البطالة ومن البؤس الذان يسببهما النظام البرجوازي نفسه ولكنها تسعى الى شق الصفوف ووضع العمال من القوميات المختلفة في مواجهة بعضهم البعض .

ان الطبقة العاملة لن تستطيع الصمود في وجه هجمة البرجوازيين الا باستعمال الاسلحة الطبقية وبالتوحد على قاعدة المصالح المشتركة . ان شرط هذه الوحدة يكمن في النضال من اجل الغاء الفوارق والانقسامات وخاصة التمييز الذي يعاني منه فريق من العمال . لهذا يجب ان يكون هدف الصمود والمواجهة الوصول الى الوحدة المتينة والمتكاملة للطبقة العاملة لجميع القوميات من اجل هزيمة ودحر الهجوم الذي تشنه البرجوازية ضد العمال المهاجرين ، والنضال للوصول الى الغاء كافة اشكال التمييز بين مختلف فئات العمال وخاصة الغاء كل مراقبة وتحديد للهجرة .

من الضروري اذن النضال من اجل المطالب التالية :

– الالغاء الفوري لكل اجراءات التمييز والتفرقة فيما يتعلق بالدخول ، والعمل ، والاقامة ، والهجرة العائلية (خصوصا قانون ستوليرو وكل القوانين العائلة الحاضرة والمستقبلية) . كذلك دون اغفال القوانين المسلطة على الطلاب الاجانب (قانون بسوني وغيره)

– التجديد الأتوماتيكي والفوري لجميع بطاقات الاقامة .

– منح بطاقات الاقامة فوراً لكل من ليس معه اوراق دون استثناء .

– الغاء كافة اشكال التمييز في العمل (خصوصا عدم المساوات في فرص ايجاد العمل) ، في الايجارات والسكن (تحديد العدد بالنسبة للمهاجرين) ، وفي المدارس ، والمساعدات للعاطلين عن العمل ، الخ .

– الغاء كل التشريعات التي تضيّق حقوق الاجتماعات ، الصحافة ، والتنظيم النقابي والسياسي للعمال الاجانب في فرنسا .

من الضروري في الوقت نفسه :

– العمل على التحضير بواسطة حملات التوعية والتحريض وكل النشاطات الفعّالة وخاصة الاضرابات ، لخلق أوسع مواجهة ممكنة للطبقة العاملة ضد كل حالة طرد للخارج ، كذلك ضد الجرائم العنصرية والمعادية للاجانب وضد ارهاب وقمع بوليس الدولة .

– دعم ومساندة نضال كل المنظمات التي تسعى الى توحيد صفوف الطبقة العاملة ، متخطية الجنسيات ، في مواجهة هجمة البرجوازية وعلى الخصوص دعم لجنة تنسيق الاحياء المضربة .

الى القراء المقيمين في فرنسا ولكن على الخصوص الساكنين في بلدان المغرب العربي ، حيث يصعب نشر المعلومات ، زوّدونا بالاخبار عن حياة ونضال طبقتنا كونوا مراسلي هذه النشرة

الحزب الثوري والنضالات الاقتصادية

ننشر في هذا المقال محضر التقرير المقدّم للاجتماع الموسّع لمنطقة باريس في 15 ديسمبر (كانون اول) 1974 .

ان مسالة العلاقات بين الحزب والنضالات الاقتصادية لا يمكن فصلها عن طبيعة ومهمة الحزب نفسه ، الذى هو حزب الثورة المسلحة وحزب ديكتاتورية البروليتاريا .

ان الثورة المسلحة والديكتاتورية هما الطوران الضروريان والاكثر حسما في الصراع الثورى للبروليتاريا ضد البرجوازية . فهما تشكلان المبدأين الاساسيين اللذان ينبغي ان يقودا في كل مكان ودوما استمرارية الحزب ومظاهراته السياسية والتنظيمية والتكتيكية ، على النقيض التام لصيغة "برنشتين" التي تعتبر "المكاسب" الآنية والثانوية مبرر وجود الحزب البروليتارى .

دون حزب منظم ومجرب في النضال ، راميا لتحقيق اهداف واضحة المعالم وذو برنامج محدد ، ذو مركزية وانضباط حادّين ، ممارسا الديكتاتورية بكل حزم ، فانه يستحيل قيادة النضال الثورى بنجاح ، والمكافحة بشكل فعال للقوة الهائلة للبرجوازية — الداخلية والخارجية ، والتي لاتزال حيّة — ، ومقاومة التأثير الافسادى والتعفيني الذى تبثّه دوما البرجوازية الصغيرة في صفوف العمّال ، والقيام بتحطيم المجتمع القديم .

نفس الشيء ، فيما يخص التمرّد الذى يجب ان يتم تخطيطه وتنسيقه وقيادته من قبل التنظيم المحترف للثورة ، والذى نشأ لأجل انجاز هذه المهام ، التي عليه ان يعدّ نفسه لها ، واعيا بانه يواجه عدوا لايملك وسائل الدفاع والهجوم الاكثر قوة فحسب بل ويملك ايضا التجربة الاكثر غنى في الهيمنة السياسية ، التي تلقتها اولا من نضالها الثورى الخاص ضد الاقطاع ، ومن ثم من صراعها المزمن مع البروليتاريا ، ودعّمها ايضا هرب الاحزاب والقادة المتغلغلين في صفوف الطبقة العاملة ووضعهم لانفسهم في خدمة الطبقة المعادية .

في وضع كهذا ، فان كل نظرة حتمية ، تقدّم الاعداد الثورى والتمرد والديكتاتورية وكأنها نتائج عفوية للاحداث بحد ذاتها ، انما هي تخلّ عن الثورة .

انه باسم هذه المتطلبات العليا فان الحزب يطالب باقصى درجات المركزة في صفوفه ويدين الحتمية في قضايا التنظيم والفيديرالية في كل اوجه نشاطه العضوي . ان صلابة الشيوعيين التنظيمية وحدها هي التي ستسمح للطليعة الطبقية من قيادة مجمل البروليتاريا .

ودوما باسم هذه المبادئ ، فان الحركة الشيوعية تكافح الحتمية حول مسالة تشكيل الحزب ذاته : فعلى الحزب ان يُجابه المرحلة الثورية وقد استعد لها سلفا على المستوى المنهجي والبرنامجي والتكتيكي ، ومسبوكا سلفا على المستوى التنظيمي ، ومجربا سلفا قبل اشتعال حرب الطبقات . ان الانبثاق العفوى لقادة ينبعون من الجماهير خلال الثورة ، والذى هو ظاهرة حقيقية وضرورية ، لايمكن اغتنامه بشكل فعال الآ عبر النشاط القيادى والممركز للحزب ، الذى يعطي للحركة باكملها الوحدة الموجهة بصلابة نحو تحقيق المهام الثورية الكبرى .

ان نشاط الطليعة الشيوعية وحده ، هو الذى يمكّن من قيادة نضال ملايين وملايين البروليتاريين الى النصر . وقد نادى بذلك اليسار الايطالي باكبر قدر من الوضوح : بامكان الحزب ان ينتظر الجماهير ، امّا الجماهير فلا يمكنها انتظار الحزب . بدون حزب بلشفي قادر على مواجهة استراتيجية البرجوازية المضادة للثورة باستراتيجيته الخاصة ، التي تحذيها كل التجارب التاريخية الاممية للحركة العمالية ، بدون حزب قادر بنفس القدر على كبح اندفاع الجماهير في جويه (تموز) 1917 ، وعلى تنظيم واشعال التمرد في اكتوبر (تشرين) ، فان نضال الجماهير الثورية الروسية كانت ستتبخر كغاز طليق ، في بحر من الدماء ، مثل ذلك الذى اعطت مثاله المانيا عام 1919 .

كسب النفوذ الذي لاغنى عنه في صفوف الطبقة

لهذا السبب بالتحديد فان ما هو مهم اليوم هو الاعداد الثوري بطابعيه الجدليين : تكوين وتقوية الحزب ، وتوسيع محيط نفوذه . فالحزب لا يمكنه "القيام" بالثورة اعتمادا على قواه فقط .

مارس الحزب البلشفي السلطة مستندا على السوفييتات التي كانت تنظم في صفوفها الجماهير الغير منتمية الى الحزب ، والتي كانت ترى فيه مع ذلك مرشدها المكافح . لقد قاد الحزب وأطّر الجيش الاحمر ، الآ ان هذا الجيش كان يتشكل في اغلبيته الساحقة من البروليتاريين والفلاّحين "الغير حزبيين" والذين كانوا يدعّمونه بارواحهم . كما انه بدون الدعم الكبير الذي قدّمته النقابات ، والتي كان يقودها البلاشفة ، وبدون تعاونهم الوثيق مع السياسة الاقتصادية وحتى العسكرية للسلطة السوفييتية التي اقامها الحزب فان الديكتاتورية ما كانت لتستطيع الصمود شهرين ونصف (لينين) .

ان التمرد المظفر لن يكون ممكنا هو ايضا بدون الكسب المسبق من قبل الحزب لنفوذ ولدعم نشيطين لدى الجماهير المكافحة والتي تملك الحدس ، في لحظات الصراع القصوى هذه ، بان التمرد والديكتاتورية هما السبيلين الاجباريين نحو انعتاقها ، وتبذل اعظم التضحيات من اجل فرضهما .

ان الحزب ، سواء قبل او بعد قيام الثورة ، سيكون دوما اقلية من الطبقة . الآ انه ولهذا السبب بالتحديد فالاعداد الثورى والثورة بحدّ ذاتها يتطلبان توسيع نفوذه داخل صفوف البروليتاريا . وتبقى هذه المهمة مدرجة على جدول اعماله دائما حتى بعد احرازه على السلطة ، وحينما سيكون بامكان الحزب استعمال جهاز الدولة ونزع ملكية البرجوازية لتوسيع نفوذه على شرائح اكثر اتساعا من المستغلّين .

بعيدا عن الجرى خلف الاحكام المسبقة الرجعية الموجودة لدى الجماهير ، فان الامر يقتضي وسيقتضي كسب البروليتاريين المدفوعين الى الكفاح على مختلف جبهات التناحر الطبقي ، لمبادئ الحركة الشيوعية وبالتالي لقيادة الحزب المكافحة الموجهة بهذه المبادئ . إن توسيع هذا النفوذ لايمكن تحقيقه بالدعاوة والدعوة للحزب وحدهما ، بل بالمشاركة في النضالات العمالية التي هي ايضا نشاط كسب وتنظيم .

"عبر النشاط من اجل مطالب جزئية [ذات الصبغة الاقتصادية او الاجتماعية او السياسية] ، فان الحزب الشيوعي يقيم مع الجماهير صلة تسمح له بخلق دعاويين جدد ، مكملا بدعاوته دروس التجربة ، يجتذب الحزب اليه العناصر والتاييد ويخلق من حوله شبكة تنظيمية كاملة اوسع ، مرتبطة من جهة بالشرائح الاكثر عمقا من الجماهير ومن جهة اخرى بالمركز القيادى للحزب نفسه . هكذا يتم اعداد الانضباط الوحدوى للطبقة . يتم الحصول على هذا بالتغلغل الدائم في النقابات والتعاونيات ، وكل اشكال التنظيم التي تتخذ هدفا الدفاع عن مصالح الطبقة العاملة . ينبغي ان تنشأ حالما يكون ذلك ممكنا في جميع مجالات نشاط الحزب : النضال المسلح والنشاط العسكرى والتربية والتثقيف ، والعمل في صفوف الشبيبة وبين النساء والتغلغل في صفوف الجيش وهلمجرا" (مشروع موضوعات قدّمه اليسار الايطالي الى مؤتمر الاممية الرابع ، 1922 ، والذى نشر في كتاب "دفاعا عن استمرارية البرنامج الشيوعي" ص76) .

ان النضالات النقابية ، بالتحديد ، تمنح في الوقت نفسه ، قاعدة عريضة لتوسيع هذا النفوذ — لانها تخصّ المصالح المادية للجماهير البروليتارية الاكثر سعة ، وحتى نظريا للبروليتاريا باكملها — ، وارضية لتنظيم قطاعات حاسمة اجتماعيا .

جدليا ، فانه اعتبارا من طور يتميز بتغلّب طابع الدعاوة والدعوة ، يهدف الى تكوين نواة الحزب ، يصبح تطوير الحزب وانجاز كافّة المهام التي تتوجّب عليه يشترطان هذا الجهد الدائم : المشاركة في النضالات العمالية التي تسمح له في الحين ذاته من توسيع نفوذه ، ومن ضمّ العناصر الطليعية سياسيا الى التنظيم المغلق والممركز للحزب .

ان النفوذ الذى يمارسه الحزب ، في مجرى فترة معينة هو بالتاكيد النتيجة الجدلية لاستمرارية نشاطه ولمجمل العوامل الموضوعية والذاتية الخارجة عن دائرته ، والتي تؤثر على الارضية الاجتماعية . مثال ذلك اليوم حجم الجمود الرهيب الناجم عن الثورة المضادة الاخيرة ، وكوجود تيارات اخرى ذات ألقاب ثورية ، وكتطور الوضع الاقتصادى ، والمناورات المنسقة التي تحيكها البرجوازية والانتهازية الخ . . .

انه لا غنى عن الجمع ما بين التحليل الثاقب للظروف المحيطة وبالتالي الرؤيا الواضحة للمدى الذى يمكن لنشاط الطليعة ان يبلغه في التاثير على تطور (بالمعنى الواسع للكلمة) الوضع ، وبين الدفاع الاكثر صلابة عن القواعد السياسية والمنهجية للحزب ، وذلك للابقاء على البوصلة الثورية ثابتة ، في مأمن عن التحريفات النشاطوية ، التي في بحثها عن النجاحات العابرة تُحطّم الرباط الوثيق بين المنهج والمبادئ والبرنامج والتكتيك والتنظيم ، مضحّية في سبيل الحاضر بمستقبل الحركة .

بعيد عن الحزب اذن ، هذا النسيان للاعتبارات الكبرى الاساسية امام المصالح العابرة ليوم ، [والذى] هو وسيبقى انتهازية » (انجلز) . كما انه ينبغي ضبط كل نشاط الحزب "الآني" بكل صرامة عبر المبادئ الشيوعية ، لكي يكون توسيع نفوذه وتدعيم تنظيمه الخاص لحظتان من نفس العملية : اعداد الثورة .

ان المسائل الاساسية التي ينبغي طرحها حول النضالات الآنية ذات الطابع النقابي هي تلك التي تتعلق بمنبعها وبهدفها وبنشاط الحزب لكي يجعل منها ارضية خاصة للاعداد الثورى .

ان الصراع اليومي بين البرجوازيين والبروليتاريين ، والذى يحدد مستوى السريع ومستوى استغلال قوة العمل ، يشكّل الطور الاول من الدفاع عن ظروف معيشة وعمل العمّال . يعزم الشيوعيون على تحيين وتوسيع وتنظيم هذا النضال . لأن طبقة غير قادرة على الدفاع عن نفسها هي اقل قدرة على الهجوم وعلى القيام بحركة اكثر اتساعا تستهدف انعتاقها . ان هذا الصراع اليومي ، الذى هو الطور الاول من التضامن العمالي ، يشكّل اول جهد للتغلب على المزاحمة بين العمال ، تلك المزاحمة التي يفرزها ويغذيها راس المال باستمرار .

(يتبع ص 14)

الأممي

l'internationaliste - el-oumami

لسان الحزب الشيوعي الأممي

الثمن: فرنسا 2 فرنكات – المغرب 2 درهم – الجزائر 2 دينار – تونس 200 مليم

الاممي عدد 1 – جويلية – سبتمبر 79

أسس التّصدي الطبقي لطرد العمال المهاجرين

في مواجهة الهجمة التي تقوم بها البرجوازية ضد الطبقة العاملة بتواطؤ مع احزاب اليسار والقيادات النقابية البيرقراطية ، يقوم حزبنا بتصعيد حملة التعبئة من اجل تنظيم اسس المواجهة الطبقية ضد سياسة تحديد وتقييد الهجرة . في هذا السبيل قام وسيقوم الحزب باستخدام كافة اشكال النضال من بيانات وملصقات وندوات عامة . ولكن فروع ومناضلي الحزب يعملون بشكل اساسي على تنظيم أوسع مواجهة فعالة في المصانع والفروع النقابية واللجان العمالية التي تبدى استعدادا للتصدي الطبقي ضد هذا الهجوم الذي يضرب اليوم العمال المهاجرين ليتوجه بعد ذلك لضرب مجموع الطبقة العاملة .

اننا ننشر لهذا الهدف مشروع برنامج نضالي يحدد قواعد التصدي الطبقي للهجمة التي تستهدف الفريق المهاجر من البروليتاريا . ومن الواضح ان هذا المشروع ليس برنامجا حزبيا يقتصر فقط على المناضلين الذين ينتمون للبرنامج السياسي الشيوعي الثوري ولكنه على النقيض يتوجه مبدئيا الى كل عامل – مهما كان انتمائه الحزبي او النقابي – شرط ان يحدد موقفه بوضوح في صالح الطبقة العاملة أي الى جانب مجموع الفصائل القومية للجيش الاممي للبروليتاريا . ويناضل في سبيل استخدام وسائل واهداف النضال الطبقي .

يشكل هذا البرنامج قاعدة للنضال الموسع وغير المغلق بالحواجز الفئوية والشروط المسبقة او الالتزامات السياسية المصطنعة .

ولكننا ندرك بأسف ، نظرا للتأخر الهائل في نهوض الطبقة العاملة ، بانه ما كان يشكل في حقبات سابقة من حركة البروليتاريا قاعدة الحد الادنى للنضال ، لا يستقطب حتى الآن جماهيرا واسعة . وهذا يبين الثقل الرهيب للاوهام اللاطبقية واحلام التصالح الطبقي التي تعشعش هنا وهناك . ولكننا لا يمكن ان نجعل قبول هذا البرنامج شرطا مسبقا لاشتراكنا في نشاطات محددة للتصدي او في المنظمات التي تتجه نحو تنظيم حملة أوسع للمواجهة . اننا نساهم في هذه النشاطات والمنظمات رغم عدم كفايتها وحدودها الضيقة ولكن يكفي ان تكون تعبيرا "حقيقيا" عن ارادة التصدي البروليتاري .

ولكن واجبنا ايضا محاربة هذه الاوهام ومساعدة العمال على تعلم الدروس من النتائج الوخيمة لاستعمال الاساليب التي نسميها باختصار «الاساليب الديمقراطية». ان هذا الدور سيكون مستحيلا اذا لم نقدم بوضوح اثناء النضال طريقا آخر هو طريق الصراع الطبقي الصريح ، واذا لم ندعوا العمال الاكثر وعيا لمصالح طبقتهم لأن يسلكوا هذا الطريق الوحيد الذي يقوى النضال والوحيد الذي يؤدي ، مهما كانت النتائج المؤقتة ، الى المكسب الاكبر الا وهو الوحدة المتينة والصلبة للطبقة العاملة .

مشروع برنامج للجان تصدٍّ مفتوحة

تشن البرجوازية في جميع البلدان هجوما شاملا ضد عموم الطبقة العاملة . ويتمثل هذا الهجوم اليوم بوقف الهجرة ، رفض تجديد بطاقات الاقامة ، اجراءات الطرد والابعاد ، الارهاب والتعسف البوليسي ، وكذلك كنتيجة حتمية لهذه التدابير ، تفاقم الجرائم العنصرية وحملات التحريض الشوفينية .

ان كل الحدود مفتوحة دوما أمام البرجوازيين المستغِلين وامام سلعهم ورساميلهم ، ولكنهم بالمقابل لا يسمحون بتنقل العمال الا كالبهائم ، يأتون بهم ويطردونهم حسب حاجات مصانعهم . فبعد ان قاموا باستيراد العمال بالملايين لاشباع نهمهم في الانتاج والاستغلال الرأسمالي ، يعملون اليوم ، مع حلول الازمة ، على طردهم باعداد هائلة .

(يتبع ص 14)

في هذا العدد

باللغة الفرنسية

– في آسيا : يتضح حشد القوى لحرب امبريالية عالمية ثالثة 3
– من اجل تقييم نضال احياء سوناكوترا المناضلة (2) 4
– التضامن مع سكان حي قارج 5
– المغرب على ابواب اعصار اجتماعي 6
– الكويت: اضراب مثالي 7
– معنى النضال المطلبي في الرؤيا الماركسية 8
– لجنة اتصال التروتسكيين الجزائريين آخر المتشبثين بـ الاستقلال الوطني 11

باللغة العربية

– مكافحة العنصرية فعلا 12
– الشرق الاوسط: سلام ام اعداد للحرب؟ 12
– الحزب الثوري والنضالات الاقتصادية 15
– اسس التصدي الطبقي لطرد العمال المهاجرين 16